



# Le temps des Réalisations

Bulletin mensuel bilingue d'informations - N° 34 mai 2016  
Cabinet Civil de la Présidence de la République du Cameroun  
Récépissé de déclaration N° 00000038 / RDDJ / J06 / BASC du 9 juillet 2012  
Directeur de Publication : Martin BELINGA EBOUTOU



**EDITION SPECIALE**

## Partenariats gagnants



## Winning Partnerships



# INTERNATIONAL ECONOMIC CONFERENCE

## A Milestone towards Achieving Our Vision of Emergence \*

H.E. Paul BIYA, President of the Republic

Cameroon welcomes the business, economic, international finance and political personalities who have accepted our invitation to attend the Yaoundé Economic Conference of 17 and 18 May 2016.

The theme of this Conference, “Investing in Cameroon, Land of Opportunities”, conveys our determination to showcase to all interested economic players, our country’s abundant opportunities and rich economic potential. It also conveys our high expectations, following your discussions on your projections as well as the resources and conditions required to further boost investment and attract new partners.

In this light, the conclusions of the Yaoundé Economic Conference will be of the utmost importance to our country. Cameroon abounds in assets which can reassure any informed investor’s decision.

It is CEMAC most populous country and is distinctive owing to the strategic location at the crossroads between West and Central Africa. It is endowed with varied and abundant natural resources. Its diverse climates and soils are conducive to agriculture and road infrastructures offer it the

potential to significantly contribute to regional and international trade.

With the ongoing construction of major energy infrastructure, the (development) consolidation of a diversified industrial fabric is feasible in the medium term. Moreover, Cameroon’s labour force is youthful skilled thanks to one of the best enrollment rates in sub-Saharan Africa.

Lastly, the business climate has significantly improved in recent years thanks to the governance and structural reform measures undertaken and the promotion of a framework of investment incentives.

Cameroon’s set objective is to attain economic emergence by 2035. Over the past few years, our growth rate has stayed at around 5%, despite an adverse global and security situation (slump in oil prices, decline in commodity prices, increased security and national defence-related expenditures).

This remarkable performance recently prompted the IMF to commend Cameroon’s economic “resilience”. A higher rate of 6% is projected for the near future.

In light of this, a number of development programmes based on our growth and employment strategy

Paper have been prepared and implemented. The sectors covered are notably agriculture, energy, industry, transport infrastructure and digital economy.

The implementation of the major projects planned in these sectors will require substantial investment.

Accordingly, the purpose of this Conference is to urge participants to make appropriate proposals that would enable Cameroon’s economy to undergo the expected transformation, but also to facilitate interpersonal or institutional interactions such as to lead to mutually beneficial business relationships with domestic or foreign enterprises.

Cameroonians are fully aware that their country’s future depends to a large extent on the success of the initiatives and economic policy adopted to archive emergence.

That is why they consider that the Yaoundé Economic Conference will constitute a milestone towards achieving our vision.

(sd ) Paul BIYA

*\* This text was published at the occasion of the Conference of Yaounde. Editor’s title.*

## CONFERENCE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

# Une étape importante dans la réalisation de notre vision de l'émergence \*

S.E. Paul BIYA, Président de la République

Le Cameroun souhaite la bienvenue aux hautes personnalités du monde des affaires, de l'économie, de la finance internationale et du monde politique qui ont accepté, en réponse à notre invitation, de participer à la Conférence Économique de Yaoundé des 17 et 18 mai 2016.

Le thème de cette conférence, « Investir au Cameroun, Terre d'attractivités » traduit notre volonté de présenter à tous les acteurs économiques intéressés les nombreuses opportunités et le riche potentiel économique de notre pays. Ce thème traduit également nos attentes fortes, au terme de vos échanges, sur vos projections, ainsi que sur les moyens et les modalités à mettre en œuvre en vue de stimuler davantage l'investissement et attirer de nouveaux partenaires.

Dans cette perspective, les conclusions auxquelles la Conférence Économique de Yaoundé aboutira seront d'une grande importance pour notre pays.

Le Cameroun dispose de nombreux atouts sur lesquels tout investisseur avisé peut prendre appui pour fonder sereinement sa décision.

Pays le plus peuplé de la CEMAC, il se distingue par sa position stratégique à la charnière de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. Ses ressources naturelles sont variées et abondantes. La diversité de son climat et de ses sols est propice à l'agriculture. Son sous-sol est riche en minerais. Ses

infrastructures portuaires, aéroportuaires, ferroviaires et routières le prédisposent à contribuer activement au commerce régional et international.

La construction en cours d'importantes infrastructures énergétiques lui permet d'envisager à moyen terme (le développement) la consolidation du tissu industriel diversifié. De plus, la main d'œuvre camerounaise est jeune et qualifiée grâce à l'un des meilleurs taux de scolarisation d'Afrique subsaharienne

Enfin, l'environnement des affaires s'est considérablement amélioré au cours de ces dernières années, grâce aux actions menées dans les domaines de la gouvernance, des réformes structurelles et de la promotion d'un cadre incitatif pour les investissements.

Le Cameroun s'est fixé comme objectif d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035.

Au cours de ces dernières années, notre taux de croissance s'est maintenu autour de 5%, malgré une conjoncture internationale et sécuritaire défavorable (chute des cours du pétrole, baisse des prix des matières premières, hausse des dépenses liées à la sécurité et à la défense nationale).

Au regard de cette performance remarquable, le FMI a récemment salué la « résilience » de l'économie camerounaise. Les projections pour le proche avenir prévoient un taux de croissance plus élevé de l'ordre de 6%.

Dans cette optique, un certain nombre de programmes de développement ont été élaborés et mis en œuvre sur la base de notre Document de stratégie pour la croissance et l'emploi. Les secteurs concernés sont notamment l'agriculture, l'énergie, l'industrie, les infrastructures de transport et l'économie numérique.

La mise en œuvre des importants projets envisagés dans ces secteurs nécessitera des investissements considérables.

L'objet de la présente conférence est, dès lors, d'amener les participants à faire des propositions idoines en vue de permettre à l'économie du Cameroun d'opérer la mutation envisagée, mais aussi de faciliter des rencontres interpersonnelles et institutionnelles de nature à permettre la conclusion de relations d'affaires mutuellement avantageuses avec les entreprises nationales ou étrangères.

Les Camerounais sont bien conscients que l'avenir de leur pays dépend largement du succès des initiatives et de la politique économique menée pour conduire à l'émergence.

C'est pourquoi ils considèrent que la Conférence Économique de Yaoundé constituera une étape importante dans la réalisation de notre vision.

(é) Paul BIYA

\* Ce texte a été publié à l'occasion de la Conférence de Yaoundé. Le titre est de la rédaction.

Le temps des Réalisations

**Une publication du Cabinet Civil de la Présidence de la République**

**Directeur de publication**  
Martin BELINGA EBOU TOU  
*Directeur du Cabinet Civil*

**Coordonnateur**  
Joseph LE, *Directeur Adjoint du Cabinet Civil, Chef de la Cellule de Communication*

**Conseiller à la rédaction**  
Oswald BABOKE, *Conseiller Technique*

**Rédacteurs en Chef**  
Nicolas AMAYENA, *Attaché*  
BANSI Victor SUYHANG, *Attaché*

**Contribution**  
Antoine BOUSOMOG, *Conseiller Technique ( Chef de la Division de la Linguistique et du Bilinguisme, SGPR)*  
Churchill EWUMBUE MONONO  
*Conseiller Technique*  
Salomon EHETH, *Chargé de Mission*  
Jean Lucien EWANGUE, *Attaché*

**Images**  
Elie NYAT SAF, ANDJONGO SEME,  
Victor YENE, SALIFOU CHIGHET

**Appui**  
Jeanne d'Arc OTAM, Médard NKODO  
NSOULOU, Joseph Bienvenu  
AMOUGOU MEYONG

**Infographie**  
Clarisse TCHIENOU

All these instruments and decrees are available on our website:  
[www.prc.cm](http://www.prc.cm)  
**Civil Cabinet – Presidency of the Republic of Cameroon**

Ne peut être vendu / Not to be sold

# Sommaire

Lettre du Président de la République.....2-3

Discours d'ouverture du Chef de l'Etat.....5-11



En ouvrant le 17 mai 2016, la Conférence économique internationale de Yaoundé « Investir au Cameroun, Terre d'attractivités », le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a réaffirmé la détermination du Cameroun à encourager l'investissement privé en vue de l'émergence du pays à l'horizon 2035. Le Chef de l'Etat, en redoutable promoteur, a présenté au gotha mondial des affaires, les énormes potentialités et opportunités dont regorge le Cameroun. Un pays à la situation géographique stratégique dans le golfe de Guinée, havre de paix et de stabilité en Afrique.

## Keynote addresses

■ **Strengthening Europe-Africa Economic Partnership and Ramping Up European Investment in Africa** by Mr José Manuel BARROSO, *President of the European Commission (2004-2014); Prime Minister, Portuguese Republic (2002-2004)* ..... 12-21

■ **Lessons from Korea: Economic Growth with Shared Growth in Mind** by UN-CHAN CHUNG, *Chairman, Korea Institute for Shared Growth; Former Prime Minister, Republic of Korea Former President, Seoul National University* ..... 22-30

■ **Building Resilience and Attracting New Investors to the Cameroonian Economy** by Tony ELUMELU, *Chairman of the United Bank for Africa and Founder of the Tony ELUMELU Foundation* ..... 31-35

- **Déclaration de la Conférence** ..... 36-37

- **Communiqué Final** ..... 38

- **Projets prioritaires présentés en ateliers**..... 39

## Discours d'ouverture de la Conférence Economique Internationale par le Président de la République, S.E. Paul BIYA

Yaoundé, le 17 mai 2016



### Distingués Invités, Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble des hautes personnalités du monde politique, économique et financier, réunies ici, en ce jour. Je les remercie d'avoir accepté notre invitation.

Le Cameroun est très sensible à votre présence à ces assises. Pour nous, elle est la marque insigne de l'intérêt que vous portez à la modernisation de notre économie et à l'amélioration des conditions de vie de ses populations.

Qu'il me soit maintenant permis de rappeler l'objet, au demeurant pluriel, de la conférence qui nous réunit aujourd'hui.

Dans un premier temps, il s'agit d'examiner l'économie du Cameroun dans ses composantes essentielles ; de voir dans quelle mesure le secteur privé peut contribuer à son expansion ; et après cet examen, d'évaluer l'attractivité réelle du pays, en vue de son intégration à l'économie globale, de manière plus judicieuse et plus bénéfique.

Les conclusions de cette revue seront d'une grande importance pour la conduite de notre politique économique. Elles pourront, peut-être bien, servir à d'autres pays du continent dont la situation présente des analogies avec la nôtre.

Dans un second temps, et ce sera, sans doute, le point culminant de nos assises, nous allons favoriser la rencontre entre porteurs de projets tant publics que privés, et investisseurs tant étrangers que nationaux. Et pour emprunter au langage des économistes, cette conférence est une occasion idoine de créer, ici même, un véritable marché de l'investissement.

Il ne me revient pas de dresser, ici, un tableau général de l'économie camerounaise. Cela sera fait, sans doute, pendant la table-ronde consacrée à la situation macroéconomique et aux perspectives de croissance.

Je voudrais pour ma part, plutôt relever quelques faits significatifs de portée générale, de manière à laisser transparaître nos vues profondes ainsi que nos aspirations réelles, pour une prospérité durable, dans le contexte géostratégique du moment.

Je dirai d'abord, quelques mots sur le continent :

Réputée « mal partie » dans les années soixante, l'Afrique serait devenue, selon certains commentateurs, un « continent d'avenir »...

Je m'en réjouis sincèrement, mais

en même temps, je vous avoue rester plutôt prudent sur les prévisions par trop optimistes et sans nuance, de certains.

Ceux-ci mettent en avant des taux de croissance qui vont, selon les pays, de 5 % à 10 % au fil des années.

Il faut pourtant se rappeler que la croissance n'est pas une fin en soi. Bien plus, il est reconnu, y compris par les plus grandes institutions économiques internationales, qu'il faut aller au-delà de la mesure numérique du taux de croissance, pour rechercher une amélioration palpable des conditions de vie des populations.

Ce qui est en jeu, ici, c'est d'abord notre capacité à mettre l'homme, réellement, au centre de nos initiatives à caractère économique.

Le service de la personnalité humaine et son bien-être intégral doivent être au principe et à l'aboutissement de nos choix d'investissement, et de nos priorités de création de richesses.

De même, la gestion durable des ressources de la planète est seule à même de nous garantir une vraie prospérité.

Cette exigence est globale, mais elle touche particulièrement l'Afrique, compte-tenu du retard à combler ; et aussi du fait des iniquités nombreuses qui subsistent dans l'environnement international et que subit souvent le continent, sans véritable moyen de défense.

Sa position marginale, lors de la crise financière des années 2007/2008, lui a certes évité d'en subir



le choc de plein fouet. Mais, le continent n'en a pas moins essuyé les effets différés tels que l'effondrement des cours du pétrole et des autres matières premières, le ralentissement des investissements, etc.

Il est vrai que, progressivement, l'Afrique s'intègre dans la globalisation. L'on pourrait même prévoir que le rôle du continent gagne en importance, au fil des ans, dans l'économie globale. La forte croissance démographique et l'augmentation de sa classe moyenne créent les conditions d'un marché attractif, et à la fois, pour la grande consommation et pour la construction d'infrastructures diverses.

La jeunesse et le dynamisme de sa population sont source d'optimisme. Les jeunes africains, notamment, constituent un atout majeur pour le continent. Ils doivent demeurer à l'avant-garde de la technologie, pour assurer à l'Afrique un bon arrimage à une économie dans laquelle l'innovation s'avère, aujourd'hui plus qu'hier, un facteur déterminant de compétitivité.

A cela, il faut ajouter les richesses naturelles nombreuses et variées, mais qui devraient faire l'objet d'une plus grande transformation locale, pour être encore plus bénéfiques à nos économies.

Nul doute que tous ces éléments caractéristiques feront de l'Afrique un partenaire sans cesse convoité, par les pays plus avancés aujourd'hui et à la recherche d'un second souffle pour leurs économies.

Dans un monde marqué par une interdépendance toujours accrue des économies et des sociétés, le défi est

celui de la construction d'espaces authentiques de prospérité partagée. Il s'agit de bâtir un nouveau type de relations économiques et sociopolitiques, autour de l'idée de bénéfice mutuel entre partenaires.

Dans une telle relation, certains apportent leur capacité de financement et leur technologie, là où les autres peuvent offrir des opportunités uniques à saisir, des richesses rares à transformer, dans un échange juste et équitable.

C'est ce nouveau type de relation que nous devons rechercher, dans les accords de partenariat économique, avec l'Union Européenne par exemple, et aussi, éventuellement, avec d'autres partenaires...

Le secteur privé devra jouer un rôle essentiel dans un tel schéma. L'Afrique où, souvent, l'Etat tient une place prépondérante dans l'économie, va devoir favoriser le développement de l'entreprise.

C'est ce que le Cameroun recherche. Il poursuivra ses efforts dans cette voie, pour s'assurer que les investisseurs nationaux et étrangers bénéficient du meilleur accompagnement possible.

Ici aussi, il est important de promouvoir l'établissement de vrais partenariats gagnant-gagnant, entre les entreprises locales et les grandes firmes internationales.

### **Distingués invités, Mesdames et messieurs,**

Comme vous le savez, notre objectif, au Cameroun, est d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035. Cette ambition est, je crois, largement

partagée par le peuple qui en a fait une cause nationale. Toutes nos politiques publiques sont orientées dans cette direction et en particulier la gestion de nos finances publiques.

Notre politique budgétaire, en expansion, privilégie la qualité de la dépense. Contenue aux alentours de 25 % du PIB, notre dette publique fait l'objet d'un suivi rigoureux. Elle doit rester à un niveau toujours soutenable, tout en nous procurant des moyens de financement productifs.

Nous avons bon espoir que la consolidation de ces conditions saura nous attirer, plus encore, la faveur des investisseurs.

J'aime d'ailleurs à rappeler que le Cameroun, Afrique en miniature, ne vient pas les mains vides à ce rendez-vous du donner et du recevoir. Il dispose en effet de nombreux atouts qui fondent son attractivité :

- Pays le plus peuplé de la zone CEMAC, partageant plus de 1500 km de frontière avec le Nigeria, première économie d'Afrique, le Cameroun se distingue par sa position stratégique, au carrefour de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à l'intersection des zones CEDEAO et CEMAC.
- Sa façade atlantique, son réseau ferroviaire, ses trois aéroports internationaux et ses 50 000 Km de routes, tout cela en constant développement, favorise sa bonne intégration au commerce régional et mondial.
- Ses ressources naturelles sont abondantes, la diversité des sols, climats et milieux naturels y sont propices à l'agriculture.
- Deuxième potentiel hydro-électrique d'Afrique et disposant de réserves significatives de gaz naturel, le

Cameroun s'est engagé dans une construction d'infrastructures énergétiques variées et de grande envergure. Avec la mise en service programmée de celles-ci, ce sont de bonnes perspectives qu'il convient d'envisager pour la disponibilité d'une énergie viable, suffisante et permanente.

- En outre, le pays est doté d'un tissu industriel qui s'enrichit et se diversifie avec de nombreuses PME/PMI, bien disposés pour des contrats de sous-traitance et de cotraitance.

- La main d'œuvre est abondante, jeune et qualifiée, pour un pays qui présente l'un des meilleurs taux de scolarisation d'Afrique au sud du Sahara.

- Le Cameroun est, par-dessus tout, déterminé à favoriser l'investissement privé. Un cadre légal propice a été aménagé à cet effet. Articulé autour d'une loi sur les incitations à l'investissement, ce cadre permettra le

développement des secteurs structurants prioritaires que sont :

- l'agro-industrie,
- les infrastructures de transport,
- l'énergie,
- le logement social et l'aménagement urbain,
- les industries extractives
- les nouvelles technologies.

Toutes ces dispositions témoignent, à suffisance, de la volonté forte du Cameroun d'attirer, sur son sol, toujours plus d'investissements productifs, en vue d'accélérer la croissance économique et la prospérité pour ses populations.

Le Cameroun est un havre de paix, un état de droit, un pays de libertés. Ses institutions sont stables, fonctionnelles et harmonieuses. Elles savent s'adapter aux évolutions de la société pour garantir en tout temps la paix sociale, la sécurité des personnes

et des biens, et la stabilité politique du pays.

Dans le monde d'aujourd'hui, et singulièrement en Afrique, il s'agit là, nous semble-t-il, d'un atout majeur pour les investisseurs.

**Distingués Invités,  
Mesdames et Messieurs,**

Par votre présence ici, vous nous exprimez votre détermination de contribuer à la réalisation de ces aspirations légitimes de notre pays. Le Cameroun s'en souviendra.

Je souhaite à tous des échanges fructueux, en vue de partenariats mutuellement bénéfiques, et à nos nombreux visiteurs, je souhaite bien évidemment un agréable séjour au Cameroun.

Je vous remercie.



## Opening Speech of the International Economic Conference by the President of the Republic, H.E. Paul BIYA

Yaoundé, 17 May 2016

### Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen,

First of all, I would like to express my profound gratitude to all the personalities from the world of politics, business and finance gathered here today. I wish to thank you for accepting our invitation.

Cameroon highly appreciates your presence at this conference. To us, this clearly marks your interest in the modernization of our economy and improvement of the living conditions of our people.

Permit me now to recall the objective, or rather, objectives of today's conference.

Its purpose is firstly, to review the key components of Cameroon's economy; to determine the private sector's potential contribution to its expansion; and thereafter, assess the country's real opportunities that would ensure its integration into the global economy, in a more judicious and helpful manner.

The findings of this review will be highly instrumental in implementing our economic policy. They could, perhaps, be useful to other African countries facing a situation similar to ours.

Secondly, and this will certainly mark the highpoint of our conference, we will facilitate meetings between pu-

blic and private project initiators alike, and foreign as well as local investors. To borrow from economic lingo, this conference affords an excellent opportunity to create a veritable "investment market" right here.

It is not my place here to give you an overview of Cameroon's economy. Certainly, that will be done during the roundtable devoted to the macro-economic situation and growth prospects. For my part, I would rather highlight some salient facts of a general nature in a way that would reveal our innermost views as well as our genuine aspirations for lasting prosperity in the current geostrategic context.

I will start off with a few words about our continent:

The continent that in the sixties was considered "doomed" has become, according to some observers, a "continent of the future"...

Of course, I am sincerely delighted, but at the same time, I must admit that I remain rather cautious about the overly optimistic and unqualified forecasts made by some people.

They highlight the growth rates ranging across countries from 5% to 10% over the years.

However, we must recall that growth is not an end in itself. Moreo-

ver, it has been acknowledged, even by the most prominent international economic institutions, that we must go beyond the quantitative measurement of growth rate, to seek a tangible improvement in people's living conditions.

What matters here is, first of all, our ability to actually put people at the centre of our economic endeavours.

Serving the human person and his overall well-being should constitute the be-all and end-all of our investment choices, and our priorities for wealth creation.

Similarly, it is only through sustainable management of global resources that we can ensure true prosperity.

This is a global obligation, but it particularly concerns Africa, considering that it has to catch up and also the numerous inequities of the global context often affecting the continent, which lacks the real wherewithal to defend itself.

Obviously, its marginal position spared it from the full impact of the shocks of the financial crisis of 2007 and 2008. Nonetheless, the continent has suffered its delayed effects such as the collapse of oil and other commodity prices, the slowdown in investment, etc.

Admittedly, Africa is gradually entering globalization. One could even envisage that the continent's role would be increasingly prominent in the global economy as the years go by.

Its high population growth and expanding middle class create conditions conducive to market attractiveness in terms of mass consumption and infrastructure development.

The youthfulness and dynamism of its population are reasons for optimism. The African youth, in particular, are a major asset for the continent. They should be at the forefront of technology to ensure that Africa hooks up to an economy where innovation is, now more than ever before, a decisive factor of competitiveness.

To this should be added the abundant and diverse natural resources, which progressively should be processed locally in order to be more beneficial to our economies.

Undoubtedly, all these features will make Africa a partner that is constantly coveted by the most advanced countries in their quest for resources to reboot their economies.

In a world marked by ever-growing economic and social interdependence, the challenge is to develop genuine areas of shared prosperity. This involves forging new types of economic and socio-political relations based on the idea of mutual benefit between partners.

In this type of relationship, some contribute their financing capability and their technology, while others offer

unique opportunities to be seized, and rare resources to be tapped, all in a fair and equitable exchange.

Such is the new type of relationship that we should seek in economic partnership agreements with the European Union, for instance, and also with any other partners...

The private sector should play a key role in such a set up. Africa, where the State often occupies a prominent position in the economy, will need to foster business development.

Such is what Cameroon is seeking. It will pursue efforts in that direction to lend the best possible support to domestic and foreign investments.

Here too, it is important to promote the establishment of true win-win partnerships between local businesses and major international firms.

### **Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen,**

As you are aware, Cameroon's objective is to become an emerging country by 2035. This ambition, I believe, is largely shared by our people who have transformed it into a national cause. All our public policies and, particularly our public finance management are geared towards achieving this objective.

Our expansionary budget is based on a fiscal policy which prioritizes expenditure quality. Our public debt, contained at around 25 % of GDP, is closely monitored. It must remain constantly at a sustainable level, while providing us with productive financing

resources.

We are optimistic that the consolidation of these conditions will endear us even more to investors.

Moreover, I am fond of saying that Cameroon, Africa in miniature, is not coming empty-handed to this give-and-take forum. Indeed, it has abundant assets, hence its attractiveness:

- The most populated country in the CEMAC zone sharing a more than 1 500 km-long border with Nigeria, Africa's leading economy, Cameroon stands out thanks to its strategic position at the crossroads between West and Central Africa and at the intersection between the ECOWAS and CEMAC zones.

- Its Atlantic coastline, its rail network, its three international airports and 50 000 km of road all of which are constantly developing foster its integration into regional and global trade.

- It abounds with natural resources and its varied soils, climates and natural environments are suitable for agriculture.

- With Africa's second hydro-electric potential and huge natural gas reserves, Cameroon has embarked on varied and large-scale energy infrastructure construction. The phased commissioning of such infrastructure is opening up bright prospects for the availability of sustainable, adequate and permanent energy.

- Additionally, the country is endowed with an expanding and diversified industrial fabric with many small and medium size enterprises and industries (SMEs/SMIs) ready to enter into subcontracting and co-contracting agreements.

■ There is abundant, young and qualified labour force for a country with one of the highest school enrolment rates in sub-Saharan Africa.

■ Above all, Cameroon is determined to encourage private investment. An appropriate legal framework has been put in place to that end.

Based on the law on investment incentives, the framework will enable the development of priority high-impact sectors which are:

- agribusiness;
- transport infrastructure;
- energy;
- low-cost housing and urban development;
- the extractive industry; and new technologies.

All these measures bear sufficient testimony to Cameroon's strong determination to attract more and more productive investments on its soil so as to accelerate economic growth and prosperity for its people.

Cameroon is a haven of peace, respecting the rule of law and a country of liberty. Its institutions are stable, functional and harmonious. They are capable of adapting to societal trends to ensure social peace, the security of persons and property and the country's political stability at all times.

In today's world, and particularly in Africa, this, we believe, is a major asset for investors.

### Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen,

Your presence here expresses your determination to contribute towards fulfilling our country's legitimate aspirations.

Cameroon will bear that in mind. I wish everyone fruitful discussions for mutually beneficial partnerships, and of course, I wish our numerous visitors, a pleasant stay in Cameroon.

Thank you.



## Keynote addresses

### Renforcer le partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique et dynamiser les investissements européens à destination du continent africain

*Par M. José Manuel BARROSO, Président de la Commission européenne (2004-2014) ;  
Premier Ministre, République Portugaise (2002-2004)*



**Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Messieurs, Mesdames les invités,  
Chers amis,**

Tout d'abord, j'aimerais très sincèrement remercier le Président BIYA pour l'invitation qu'il m'a faite pour être présent parmi vous. C'est pour moi un grand honneur de pouvoir m'adresser à

cette assemblée, devant le Président de la République, le Chef de l'Etat du Cameroun, pour vous parler d'un sujet qui me tient beaucoup à cœur : le rapport, la coopération entre l'Afrique et l'Europe. J'ai travaillé pour cet objectif pendant dix ans à la tête de la Commission européenne mais aussi à d'autres fonctions dans mon pays. J'ai visité très souvent ce continent. J'ai visité plus 35 pays de ce continent, en tant que jeune Ministre des Affaires Etrangères et responsable pour le développement.

Je continue de croire, avec le même enthousiasme, au potentiel d'un rapport qui sera fondamental pour l'intérêt de l'Afrique et de l'Europe, surtout pour cette jeunesse d'Afrique.

Maintenant, je ne suis plus dans une fonction officielle, donc je peux dire que ma sincérité est en train de grandir chaque jour. Je ne vais rien dire qui soit en contradiction avec ce que je disais auparavant parce que je disais ce que je croyais. Mais je crois que je peux être plus explicite, plus franc quand on parle

des difficultés et des énormes défis dans ce rapport et dans l'avenir et surtout de la croissance en Afrique.

Je tiens d'ailleurs à vous féliciter, Monsieur le Président. Dans votre prise de parole, vous avez esquissé les grandes questions, avec une grande franchise et de la sagesse, en étant réaliste, en reconnaissant le potentiel de l'Afrique mais aussi les difficultés auxquelles l'Afrique continue à faire face.

Dans ma brève intervention, j'aimerais très sommairement parler de la situation en Europe et en Afrique, après on pourrait voir quelles sont les voies de coopération.

Tout d'abord, permettez-moi un mot sur l'Europe. Je sais bien que le ton est à l'euro pessimisme. Aujourd'hui en Europe, chacun veut montrer qu'il est plus intelligent que les autres, en prévoyant le déclin, la désintégration de l'Europe. Je n'y crois pas. Pendant mes dix ans à la tête de la Commission européenne et surtout ces cinq dernières années, tout le monde m'a parlé de la fin de l'Europe, du « Grexit », la Grèce quittant l'euro, la débâcle totale.

La vérité c'est que l'Europe a montré son extraordinaire résilience. C'est vrai que nous avons connu de grandes difficultés. C'est vrai qu'on sent encore les conséquences de cette crise financière qui, d'ailleurs, n'est pas née en Europe mais qui a touché l'Europe d'une façon spéciale. Une crise que certains ont appelé la « crise de l'euro » mais qui, en fait, n'est pas une crise de l'euro en tant que telle, parce qu'elle n'a pas été créée par l'euro ; elle n'a pas touché seulement les économies de l'euro. Même en Europe, il y a des pays qui ne sont pas dans l'euro qui ont subi ses

conséquences. C'est vrai que nous n'avons pas encore d'architecture pour faire face à ce type d'émergence. Mais nous avons répondu, pas toujours au rythme que certains et moi-même auraient souhaité parce que nous sommes maintenant vingt huit pays en Europe.

En 2004, l'année où j'ai assumé la responsabilité de la Commission, nous étions quinze pays. Maintenant nous sommes vingt huit pays à l'Union européenne ! Nous avons presque doublé le nombre de membres de l'Union. Seulement dans la zone euro, nous sommes dix-neuf pays maintenant.

Auparavant dans toute l'Union européenne, nous n'avons pas des instruments. Mais nous avons commencé à construire une union bancaire qui aurait été impensable s'il n'y avait pas eu la crise. C'est cela que je voulais très sincèrement partager avec vous. L'Europe a des difficultés, je ne le nie pas. D'ailleurs, je crois que les Européens sont assez sincères sur cette crise et sur ses implications. Mais l'Europe a montré sa capacité à résister.

Et Comme l'ont prédit certains des pères fondateurs, c'est parfois dans les crises que l'Europe avance, en étant capable de créer un mécanisme européen de stabilité pour faire face à la crise dans les pays vulnérables, en créant l'union bancaire que j'ai mentionnée, en renforçant le système de gouvernance.

Je le dis et je le répète, les problèmes ne sont pas tous derrière nous mais je crois que ce qu'on a appelé la crise existentielle de l'euro est pour l'essentiel derrière nous. Aujourd'hui, il n'y a aucun pays en Europe en récession. Il y a une croissance timide certes, une croissance en dessous du potentiel mais c'est quand même une croissance.

En fait, l'Europe part d'une situation relativement bonne avec son modèle social capable de répondre à plusieurs défis auxquels elle doit faire face. Je crois que l'Europe a besoin de plus de croissance et précisément, la croissance peut venir des rapports avec d'autres parties du monde comme l'Afrique, pour des raisons évidentes à cause d'une proximité géographique et culturelle.

Nous avons beaucoup de problèmes aujourd'hui, surtout à caractère politique. La crise des réfugiés est une crise qui n'est pas née en Europe. C'est une crise dans le voisinage de l'Europe qui a des conséquences profondes sur l'Europe. Elle est en train de faire naître ou renaître des mouvements extrémistes, populistes, parfois même xénophobes. C'est un sujet que les forces politiques responsables doivent prendre avec sérieux. Moi-même, je ne peux pas oublier que je me suis incliné à Lampedusa au sud de l'Italie, en compagnie du Premier Ministre italien, devant plus de 300 cercueils de personnes qui ont péri dans les eaux de la Méditerranée en espérant arriver en Europe qu'elles considéraient comme une terre de prospérité et de paix. Ce problème est l'expression des rapports et des défis qui interpellent l'Afrique et l'Europe. J'ai interviewé ces réfugiés, beaucoup venaient de l'hinterland, ils arrivaient par la Libye venant de la Somalie et de l'Erythrée.

Quand on voit les tendances en Europe et en Afrique, quand on voit que ce continent immense qu'est l'Afrique a aujourd'hui un milliard deux cents millions d'habitants et qu'il va avoir en 2050 environ deux milliards et demi de personnes et que l'Europe, si elle se maintient dans la tendance actuelle, va se trouver au niveau de cinq cents millions d'habitants, il y a lieu de faire

quelque chose ensemble. C'est évident que la croissance démographique de l'Afrique peut être un grand atout pour l'Afrique mais elle peut être aussi un problème s'il n'y a pas une génération de croissance nécessaire pour offrir des emplois à tous ces milliers de jeunes qui veulent entrer dans le marché du travail. Moi, je continue de penser que la croissance démographique est un grand atout pour l'Afrique.

Permettez-moi maintenant ces quelques mots sur l'Afrique. Le Président BIYA l'a déjà dit avec une grande sagesse et équilibre. C'est vrai, la promesse de la croissance n'a pas été entièrement concrétisée, en partie à cause de la chute des prix des matières premières, du pétrole, du gaz... Des pays qui étaient trop dépendants de ces matières premières sont en train de passer un moment difficile. Mais je crois que ce moment peut être propice pour faire finalement ce que nous devrions avoir fait auparavant. Soyons sincère, je veux parler de la diversification de l'économie. Ce n'est pas sage, ce n'est pas prudent de voir les économies de certains pays dépendant à 70-80% d'un seul produit. Il faut la diversification. Et c'est une opportunité pour l'Afrique aussi de réussir cette diversification qui doit être construite par le secteur public, le secteur privé et par l'ouverture des marchés, mais aussi en exploitant toutes les possibilités de l'intégration régionale. Car un des problèmes, vous le savez bien, c'est que l'Afrique ne fait pas assez de commerce avec elle-même. Les pays restent fermés sur eux-mêmes et ne bénéficient pas du potentiel immense du commerce régional et même sous-régional.

La croissance démographique va faire naître et consolider une classe moyenne. Les économistes ont du mal à

expliquer ce que c'est qu'une classe moyenne. En tout cas, nous voyons que dans beaucoup de pays en Afrique, ici au Cameroun, une classe moyenne se développe et veut de nouvelles sources de consommation. Cette nouvelle classe est ouverte à l'innovation comme le montre le cas de la téléphonie mobile, du digital ou du numérique en général. Nous voyons qu'en Afrique, il y a un esprit d'innovation et le dynamisme. L'Afrique pourra bénéficier de ce que certains appellent les dividendes démographiques. Mais nous savons qu'il y a des problèmes qui demeurent, même si la sécurité en Afrique est bien plus meilleure que la situation que j'ai connue dans les années 80 et 90. Il y avait énormément de pays en guerre civile. Il y avait une situation désespérée dans beaucoup de pays. Nous avons maintenant un défi sécuritaire sérieux dans cette région, le terrorisme. En général, l'Afrique au sud du Sahara connaît aujourd'hui une stabilité en moyenne plus grande. Certains régimes despotiques d'autrefois ont disparu. De ce point de vue là, nous avons des raisons d'être confiant en l'avenir de l'Afrique.

Mais je vais vous poser une question. J'ai écouté une fois, d'une façon un peu trop dure, voire brutale, pas diplomatique, une question qui avait été posée par le Président OBAMA lors de sa première participation à une réunion du G8 en Italie. Nous avions une partie du G8 avec des Chefs d'Etat africains qu'on appelait « The Elders ». Alors le Président OBAMA a posé cette question : « Moi, mon père était du Kenya ; il y a 50 ans, la Corée du Sud et le Kenya étaient au même niveau de développement, mais aujourd'hui, il y a une grande différence de croissance et de développement économique entre le Kenya et la Corée du Sud, pourquoi ? » Après il y a eu débat.

Nous allons avoir après moi, sur cette tribune, l'ancien Premier Ministre de Corée du Sud qui va nous présenter certaines raisons.

Laissez-moi vous dire quelles sont, à mon avis, de par mon expérience de l'analyse du développement, non seulement en Afrique mais dans le reste des continents, certaines raisons.

Les facteurs cruciaux de développement sont essentiellement trois, avec une condition de fond à savoir l'ouverture. Je ne connais aucun pays qui s'est développé dans la fermeture, dans l'autarcie. Au contraire, l'ouverture commerciale et aux investissements est une condition sine qua non pour la croissance économique.

A part l'ouverture, les facteurs structurels sont les infrastructures, l'éducation et l'état de droit. Et c'est là que nous pouvons faire beaucoup de choses ensemble, c'est-à-dire les Européens et les Africains. L'Afrique a besoin des infrastructures en termes d'énergie, de transport (routes, chemins de fer...) mais aussi du numérique, du digital et des télécommunications. Elle fait certains efforts, parfois elle connaît un développement spectaculaire. Certains parlent de la possibilité pour l'Afrique et les jeunes Africains de sauter l'essor des nouvelles technologies...J'y crois en partie. On a vu certains succès mais je crois qu'il est un peu illusoire qu'on puisse le faire dans tous les secteurs. En fait, il y a un type de nouvelles technologies qui sont plus « user friendly », qui peuvent permettre à une nouvelle génération de rattraper un certain retard technologique. Alors là, il faut de la connectivité en général, la connectivité par les transports avec les moyens et l'énergie nécessaires et bien sûr, les télécommunications.

Après il y a l'éducation. Tous les hommes politiques disent qu'ils aiment bien l'éducation. Dans mon cas, c'est vrai. La vérité est que quand je quitte la Commission, je suis maintenant professeur à l'université aux Etats-Unis, à Genève et à Lisbonne. L'éducation est la première condition pour le développement. Là aussi, l'Afrique fait des progrès, plus 70% de gens peuvent lire. Il n'y a plus d'analphabétisme. Je crois que dans l'éducation, l'Europe peut aider. Nous avons des moyens et des compétences. Je me rappelle bien ce que disait l'ancien Président de Tanzanie, Benjamin Mkapa. Il disait que si l'Europe pouvait mettre des professeurs qui arrivaient à la retraite - des retraités parfois très jeunes - d'anglais, de mathématiques et de science, à la disposition de l'Afrique, ce serait une excellente chose.

Je crois qu'au-delà de l'investissement dans l'éducation, ce qui est important c'est ce que certains sont en train de mettre en place avec succès en Amérique Latine : des universités et des écoles privées avec des partenariats publics-privés. Il faut éduquer les gens pas seulement pour être docteur en lettres, docteur en droit ou docteur en relations internationales mais aussi pour l'apprentissage.

En Europe, nous avons des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse - qui n'est pas membre de l'Union européenne mais que je connais très bien - qui ont des systèmes d'apprentissage extrêmement performants. On arrive à donner des diplômes de moyenne carrière pour des professions qui sont essentielles et parfois manquent quand il y a un investissement étranger. Il faut penser non seulement aux entreprises multinationales qui sont capables de recruter, mais aussi aux pe-

tités structures qui ont besoin de qualifications et de talents. L'Afrique a besoin des cadres supérieurs mais aussi des cadres intermédiaires. Nous devons démontrer dans les politiques de coopération plus d'agilité pour être capable d'investir plus de ressources dans l'éducation dans ce continent à la créativité extraordinaire. L'Afrique montre vraiment un dynamisme, une créativité extraordinaire.

Permettez que je le dise aussi, l'Afrique est plus forte en créativité qu'en organisation. Il faut un esprit de management, il faut plus de rigueur dans l'organisation. Il faut combiner créativité et capacité de gestion. L'Europe, avec ses grandes écoles de gestion et de management, mais aussi avec un « know how » au niveau des entreprises, pourra être très utile.

D'ailleurs, vous voyez que je crois beaucoup à cette idée de partenariat public-privé. J'aurai déjà pu le dire pour les infrastructures. Là aussi il y a des instruments comme les banques publiques d'investissement. La Banque européenne d'investissement est la plus grande banque d'investissement public au monde, plus grande que la Banque Mondiale. La Banque européenne d'investissement s'intéresse déjà à l'Afrique. Nous avons ici devant vous, la Banque Africaine de Développement et d'autres banques d'investissement d'autres pays qui sont en train de faire des choses importantes dans le domaine des infrastructures. Je vous le dis très franchement, l'Europe ne va pas être jalouse, au contraire. Je me réjouis lorsque je vois d'autres partenaires, comme la Chine, qui viennent en Afrique, qui sont prêts à faire des investissements, c'est normal. Ce sont de grandes économies qui cherchent à avoir des rapports très importants avec

ce continent. On ne doit pas être jaloux. Encore une fois, j'utilise une expression que le Président BIYA a mentionnée, il faut penser à des partenariats gagnants-gagnants.

L'Afrique a besoin, pour être un succès, de plus d'infrastructures et, là, il faut associer les différents partenaires dont l'Europe avec des sources de financement soit public, soit privé grâce au partenariat public-privé. Il y a des pays en Europe, comme la France qui ont une expérience, qui connaissent mieux cette région. L'Allemagne, l'Espagne, mon propre pays (le Portugal), l'Italie, les pays scandinaves, ont une grande expérience et des moyens intéressants au niveau des banques de financement et des banques privées aussi. Nous allons avoir tout à l'heure la possibilité d'écouter quelqu'un qui a une expérience des banques privées et des fonds privés. Il y a des fonds qui peuvent avec plus d'agilité être captés pour appuyer le secteur privé en Afrique.

Last but not the least, l'état de droit. C'est une question de sécurité juridique, de sécurité dans les affaires. Les hommes d'affaires, les investisseurs veulent la sécurité en ce qui concerne leurs investissements. A part la politique, plus générale, même d'un point de vue strictement économique et commercial, l'état de droit est une condition pour qu'on puisse avoir un développement économique soutenable. C'est dans l'intérêt des pays même. On voit déjà se développer un certain nombre de choses dans les pays d'Afrique et d'Europe, mais laissez-moi vous dire que l'Afrique doit s'approprier elle-même ces processus. Elle doit le faire non pas parce que les Européens, les Américains et d'autres le disent, mais parce que c'est dans l'intérêt de l'Afrique, c'est dans l'intérêt même des pays africains

d'avoir un état de droit qui donne de la garantie, non seulement aux étrangers mais aussi aux nationaux.

Quand on veut faire un investissement sûr, il faut connaître les règles avec prévisibilité, connaître les règles avec sécurité, c'est essentiel pour l'ambiance générale des affaires. La meilleure façon de le faire, je crois, c'est d'avoir les points de vue des gouvernements. Je dis qu'il y a certains gouvernements qui l'ont fait, c'est une approche micro. Il faut un programme, d'un point de vue microéconomique avec les entreprises, pas seulement les grandes entreprises, pas seulement les multinationales, celles là savent se débrouiller. La question se pose pour les petites et moyennes entreprises. Combien de temps faut-il pour obtenir une autorisation de construire ou avoir une licence ? Quelle est la difficulté pratique pour quelqu'un qui veut investir ? Un gouvernement éclairé pourra effectivement déblayer le terrain, créer les meilleures conditions pour l'investissement privé parce qu'il y a le dynamisme, parce qu'il y a le savoir.

Le paradoxe de l'Afrique réside également en ceci que sa jeunesse est entreprenante - on voit dans les marchés populaires comment les gens sont dynamiques - mais il manque de l'efficacité, de l'efficacité, parfois à cause du manque de certitude, de garantie, de prévisibilité dans certaines règles. C'est pourquoi l'état de droit est essentiel. Je crois que si les gouvernements investissent au niveau micro pour voir comment dépasser cette difficulté, ils peuvent apporter une contribution importante pour assainir le milieu des affaires.

En matière d'intégration régionale, votre Président a pris une bonne décision lorsque vous avez décidé d'adhé-

rer aux APE. Nous, au niveau de l'Union européenne, avons beaucoup insisté là-dessus parce que c'est essentiel d'avoir une dimension régionale. Ces Accords de Partenariat Economique peuvent permettre non seulement de redynamiser les grandes entreprises parce qu'il y a de grandes matières premières, mais aussi de développer un grand marché. Quand on regarde les économies les plus avancées, quand vous voyez l'intégration régionale des Américains avec les Canadiens, l'Europe, tout cela est impressionnant.

Est-ce que vous êtes au courant que le troisième partenaire au monde de l'Union européenne, celui qui vient immédiatement après les Etats-Unis et la Chine, c'est la Suisse, un tout petit pays non membre de l'Union européenne, mais pleinement intégré dans notre marché ? Ce qui est un grand succès. Regardez le Royaume-Uni et l'Irlande, l'intégration régionale a fait qu'il y a plus d'investissements et plus d'échanges entre ces deux pays et toutes les économies émergentes. L'Espagne vend au Portugal deux fois plus que ce qu'elle vend à l'Amérique Latine, y compris le Mexique. L'intégration régionale est indispensable. C'est une illusion de penser qu'on peut s'intégrer dans l'économie globale en n'ayant pas d'intégration régionale. Je crois que vous avez pris la bonne décision, en faisant un pari sur l'APE et je pense, dans le futur, elle va permettre l'amélioration du commerce et de l'investissement qui sont indispensables pour une croissance soutenable.

Donc, je vais terminer en vous disant que je suis absolument confiant que l'Afrique est la grande réserve de croissance au niveau mondial à cause de son évolution démographique, du dynamisme de sa population, de sa richesse extraordinaire en matières

premières, qui sont essentielles pour sa croissance globale, de sa croissance potentielle et de sa classe moyenne qui vont créer un des marchés, sinon le marché le plus important. L'Afrique a cette capacité d'être une réserve de croissance mondiale à un moment où certaines économies émergentes connaissent des difficultés.

C'est dans l'intérêt de l'Europe de travailler avec l'Afrique. En termes d'aide à la coopération, on fait beaucoup de choses et je peux dire avec fierté que l'Union européenne et les Etats membres sont les premiers donateurs d'aide au développement. Encore une fois, soyons sincère, l'aide au développement en soi ne va pas résoudre tous les problèmes mais elle est essentielle pour certains secteurs sociaux. Ce qui est important, c'est de créer un rapport économique d'investissement qui soit mutuellement fructueux. On ne le dit pas souvent assez, l'Europe est de loin le premier investisseur en Afrique. Nous continuons à occuper la première position en Afrique, espérons qu'on puisse le faire pour le bénéfice des deux continents.

Pour terminer, Monsieur le Président, un mot sur le Cameroun. Nous connaissons bien les efforts de développement dans votre pays. Vous avez des taux de croissance assez importants grâce à l'unification de votre pays. Vous avez montré une résilience. Je veux terminer mes mots en désirant à vous-même et surtout au peuple camerounais tout le bonheur, le succès dans vos efforts pour garantir la stabilité et la prospérité dans ce beau pays d'Afrique.

Je vous remercie.

## Strengthening Europe-Africa Economic Partnership and Ramping Up European Investment in Africa

By **Mr José Manuel BARROSO**,

*President of the European Commission (2004-2014); Prime Minister, Portuguese Republic (2002-2004)*



**Mr. President of the Republic,  
Mr. President of the Senate,  
Mr. President of the National Assembly,  
Mr. Prime Minister,  
Distinguished Guests,  
Dear Friends,**

First of all, I would like to sincerely thank President BIYA for inviting me to be here among you. I feel greatly honoured to address this gathering, in the presence of the President of the Republic, Cameroon's Head of State, on a topic that I hold very dear: the relationship and cooperation between Africa and Europe. I worked towards this objective at the helm of the European Commis-

sion and in other positions in my country, for ten years. I have very often visited this continent. I visited over 35 African countries as a young Minister of Foreign Affairs and official in charge of development, I still believe, with the same enthusiasm, in the potential of a relationship that will be essential for Africa and Europe, and particularly for the youth of Africa.

Currently, I no longer hold any public office, and so I may say I am more and more sincere as the days go by. However, nothing I say will contradict what I used to say in the past because I have always said what I believe. However, I believe I can be more explicit

and more frank when speaking about the difficulties and huge challenges in this relationship for Africa's future and especially its growth.

By the way I wish to congratulate you, Mr President. In your address, you outlined key issues, with much honesty and wisdom, while remaining realistic and acknowledging Africa's potential as well as the difficulties still plaguing it.

Very briefly, I would like to talk about the situation in Europe and Africa, before exploring cooperation avenues.

First of all, let me say a word on Europe. I am aware that euro-pessimism

is the order of the day. In Europe today, everyone is trying to show that they are more intelligent than others, by predicting Europe's decline or disintegration. I do not believe in that. During my ten-year tenure at the helm of the European Commission, and especially over the last five years, everyone has been telling me about the end of Europe, "Grexit", Greece leaving the euro zone, a total debacle.

The truth is that Europe has been fantastically resilient. It is true we have had serious problems. There are lingering effects of the financial crisis, which by the way, did not originate from Europe, but which affected Europe in a particular way. Some dubbed it the "euro crisis" but it was not in fact a euro crisis as such, because it was not caused by the euro; it did not affect only euro zone economies. Even in Europe, some countries outside the euro zone were affected by it. It is true our set-up was still ill-prepared to deal with such an eventuality. But we responded, not always as fast as some including myself would have hoped because we currently number 28 European countries.

In 2004, the year when I assumed leadership of the Commission, we were 15 countries. Now the European Union comprises 28 countries! Membership of the Union has almost doubled. In the euro zone alone, we are now 19 countries.

Formerly, within the entire European Union, we did not have instruments. But we have embarked on building a banking union which would have been unthinkable were it not for the crisis. That is what I wanted to sincerely share with you. It is true that Europe has difficulties; I do not deny it. By

the way, I think Europeans are quite frank about the crisis and its implications. But Europe has demonstrated its resistance capacity. And as some of its founding fathers predicted, it is sometimes in crises that Europe forges ahead, by being able to establish a European stabilizing mechanism to cope with the crisis in vulnerable countries, by creating the banking union I have mentioned, and by enhancing governance.

I say and I repeat that all our problems are not behind us, but I feel that what was referred to as the euro existential crisis is now virtually a thing of the past. Today, no country in Europe is experiencing recession. Definitely, growth is sluggish, below its potential, but all the same it is growth. In fact, Europe is on a relatively good footing with a social model capable of responding to its many challenges. I believe Europe needs stronger growth and such growth can ensue from its relations with other parts of the world such as Africa, for obvious reasons, such as geographical and cultural proximity.

Today, we face numerous problems, especially political ones. The refugee crisis did not originate from Europe. It is a crisis in Europe's vicinity which now has profound consequences on Europe. It is spawning and reviving extremist, populist and even xenophobic movements. It is an issue which responsible political forces must take seriously. I personally cannot forget that in Lampedusa, in southern Italy along with the Italian Prime Minister, I bowed before more than 300 coffins of people who drowned in the Mediterranean Sea attempting to reach Europe which they consider to be a land of peace and prosperity. This problem mirrors the re-

lations and challenges that are of concern to Africa and Europe. I spoke with some of the refugees, many of whom were arriving from the hinterland, through Libya from Somalia and Eritrea.

When we see the trends in Europe and Africa and note that this vast continent of Africa is currently home to 1.2 billion inhabitants, a population that will reach about 2.5 billion by 2050, while Europe which, if it maintains its current trend, will have some 500 million inhabitants, there is every reason for us to do something together. It is clear that Africa's population growth could be of great advantage to it, though it could also be a problem if the growth which is required to provide employment to the thousands of youth seeking to enter the job market is not generated. I still believe that population growth is a major asset for Africa.

Let me now say a few words on Africa. President BIYA has already said it with great wisdom and balance. It is true that the expected growth has not been fully achieved, due partly to the decline in commodity prices, oil and gas etc. Countries that were overly dependent on such commodities are going through a difficult patch. But, I believe this may be the appropriate time to finally do what we should have done earlier. To be honest, I am talking of economic diversification. It is unwise; it makes no sense for the economies of some countries to be 70-80% dependent on a single product. Diversification is necessary; and this is an opportunity for Africa also to successfully embark on diversification that should be driven not only by the public and private sectors and the opening up of markets but also through the use of all regional integration avenues. Because, one of the

problems, as you very well know, is that there is not sufficient intra-African trade. African countries remain closed up and consequently do not benefit from the huge regional and sub-regional trade potential.

Population growth will give rise to and strengthen a middle class. Economists are hard put to define middle class. In any case, we can see that in many African countries, including here in Cameroon, a middle class is growing and is in need of new sources of consumption. This new class is open to innovation as evidenced by the mobile telephone or digital sector in general. We can see that there is a spirit of innovation and dynamism in Africa. Africa could benefit from what some refer to as demographic dividend. But we know that there are lingering problems, even if security in Africa is far better than the situation I experienced in the '80s and '90s. Very many countries were plunged into civil war. Many others were in a desperate situation. We are now faced with a serious security challenge in the region; terrorism. Overall, sub-Saharan Africa today enjoys greater stability on average. Some despotic regimes of the past have disappeared. From this standpoint, we have every reason to be confident in Africa's future.

However, let me ask you a question. I once heard a rather harsh or even blunt and undiplomatic question by President Obama during his first participation in a G8 meeting in Italy. There was a session of the G8 with African Heads of State referred to as "The Elders". Then, President Obama asked this question: "My father was from Kenya; 50 years ago, South Korea and Kenya were at the same level of development, but today there is a huge diffe-

rence in growth and economic development between Kenya and South Korea, why?" This was followed by a debate.

After me, the former Prime Minister of South Korea will be taking to the rostrum and will give us some reasons. Allow me tell you what I think are some of the reasons, based on the development analysis experience I have gathered in African and all the other continents.

There are three key development factors with one basic condition, namely opening up to the world. I don't know any country that has developed while being closed up, in autarchy. On the contrary, opening up trade and investment is a sine qua non for economic growth.

Apart from opening up to the world, structural factors include infrastructure, education and the rule of law. And this is where we, Europeans and Africans, can achieve many things together. Africa needs energy, transport (roads, railways...), and digital and telecommunications infrastructure. It is making some efforts and at times, it experiences spectacular growth. Some people say Africa and African youths can skip the takeoff of new technologies... I partly believe in that. We have had some success stories but I think it is rather illusory for this to occur in all sectors. Actually, there are some new technologies that are more "user-friendly", and can help a new generation bridge some technological gap. So, we need to connect globally. We need to connect through transport facilities, with the necessary resources and energy and, of course, telecommunications.

Then there is education. All politicians say they love education. In my case, this is true. The truth is that when I left the European Commission, I became a university lecturer in the United States, Geneva and Lisbon. Education is the leading precondition for development. There again, Africa is making progress, over 70% of people can read. There is no more illiteracy. I believe that as far as education is concerned, Europe can help. We have the means and the competence. I quite remember what the former President of Tanzania, Benjamin Mkapa said. He said it would be a great thing if Europe could put its retiring teachers - very young retirees at times - of English, mathematics and science at Africa's disposal.

I believe that beyond investment in education, what is important is what some people are successfully putting in place in Latin America: private universities and schools through public-private partnerships. People must be educated not only to become PhDs in the arts, law or international relations but also for learning.

In Europe, we have countries like Germany, Austria, and Switzerland - a non-member of the European Union that I know very well - with extremely efficient learning systems. These countries are able to provide middle-level career qualifications for professions that are indispensable but are sometimes lacking when there is foreign investment. We should think not only of multinational companies that are able to recruit but also of small companies that need skills and talents. Africa needs senior and middle management executives. We must demonstrate more agility in cooperation policies so as to

be able to invest more resources in education in this continent with amazing creativity. Truly, Africa shows dynamism and great creativity.

Let me also say this: Africa is better at creativity than organization. Africa needs a management spirit; Africa should have more rigour in its sense of organization. You have to combine creativity and management capacity. With its business and management academies and its corporate "know how" Europe would be very useful.

By the way, you see that I strongly believe in this idea of public-private partnership. I might have said it already as concerns infrastructure. There also, instruments such as public investment banks exist. The European Investment Bank is the largest public investment bank in the world, larger than the World Bank. The European Investment Bank is already interested in Africa. Right here before you, there is the African Development Bank and other investment banks from different countries that are doing great things in the area of infrastructure. Frankly speaking, Europe will not be jealous, on the contrary. I am happy when I see other partners such as China come to Africa ready to invest as this is normal. These are major economies seeking to establish great links with this continent. We must not be jealous. Once again, I will borrow an expression used by President BIYA: it is important to think in terms of "win-win partnerships".

To succeed, Africa needs more infrastructure and here, there is a need to involve various partners including Europe with public or private financing sources, through public-private partner-

ship. There are countries in Europe like France with experience, which know this region better. Germany, Spain, my own country (Portugal), Italy and Scandinavian countries, have great experience and interesting resources at the level of corporate banks and private banks as well. Soon, we will have the opportunity to listen to someone with experience in private banks and private funds. There are funds that can easily be tapped to support Africa's private sector.

Last but not least is the rule of law. This is a legal security and business security issue. Businesspeople and investors want security for their investments. Apart from policy which is more general, and even from a purely economic and commercial perspective, the rule of law is a precondition for sustainable economic development. It is in the very interest of countries. Already, a number of things are developing in African and European countries but allow me to say that Africa must take ownership of these processes. It must do so, not because Europeans, Americans and others say so, but because it is in Africa's interest and in the very interest of African countries to have the rule of law that is a guarantee, not only to foreigners but also to nationals.

When one wants to make a sound investment, there is a need to know the rules with predictability and with security. This is essential for the general business atmosphere. The best way to do this, I think, is to have the perspectives of governments. I am saying that some governments have done this and this is a micro approach. There is need for a programme, from a microeconomic viewpoint, with enterprises, not only with large enterprises or multinationals as they know how to manage. The pro-

blem is with small and medium-sized enterprises. How much time is needed to obtain a building permit or a licence? What practical difficulty faces someone trying to invest? An informed government can lay the groundwork and create an enabling environment for private investment because there is vitality and because there is knowledge.

Africa's paradox also lies in the fact that its youth is enterprising – the dynamic nature of the people can be observed in popular markets – but it lacks efficiency, effectiveness and sometimes due to lack of certainty, guarantee and predictability of some rules. That is why the rule of law is important. I think that if governments invest at the micro level, to see how to overcome this difficulty, they might make a significant contribution to cleaning up the business environment.

Regarding regional integration, your President took the right decision to accede to EPAs. We, at the European Union, insisted on this because it is important to have a regional dimension. Such Economic Partnership Agreements not only help to revitalize large enterprises because raw materials are abundant, but also to develop a sizeable market. When we look at highly advanced economies, you see the regional integration of Americans with Canadians, Europe, this is quite impressive.

Do you know that the European Union's third partner, following immediately after the United States and China is Switzerland, a tiny non-EU country, but which is fully integrated into our market? This is a major success story. Look at the United Kingdom and Ireland. Thanks to regional integration,

there is more investment and trade between these two countries and all emerging economies. Spain sells to Portugal twice more than it does to Latin America, including Mexico. Regional integration is essential. It is an illusion to think that we can integrate into the global economy without regional integration. I believe you have taken the right decision, by betting on the EPA and I think, in the future, it will help to improve trade and investment which are essential for sustainable growth.

So, I will finish by saying that I am very positive that Africa is a major world growth reserve because of its demographic growth, the dynamism of its population, its abundant raw material resources, which are essential for its general growth, its potential growth and its middle class which will create an im-

portant, if not the most important market. Africa has the capacity to be a world growth reserve at a time when other emerging economies are struggling.

It is in Europe's interest to work with Africa. In terms of cooperation assistance, we are doing many things and I can proudly say that the European Union and its member-States are the leading development aid donors. Once more, let us be sincere, development aid will not solve all problems but it is essential for some social sectors. What is important is to establish a mutually beneficial economic investment relationship. This is often understated; Europe is by far the leading investor in Africa. We still occupy the first position in Africa and we hope to do so for the benefit of both continents.

To conclude, Mr President, I would like to say a word on Cameroon. We are aware of your country's development efforts. Your growth rates have been fairly considerable thanks to your country's unification. You have shown resilience. I wish to conclude by wishing you and especially Cameroonians every happiness and success in your efforts to ensure stability and prosperity in this beautiful African country.

Thank you.



# Lessons from Korea: Economic Growth with Shared Growth in Mind

By **UN-CHAN CHUNG**

*Chairman, Korea Institute for Shared Growth; Former Prime Minister, Republic of Korea  
Former President, Seoul National University*



It is both my honor and pleasure to be here in Cameroon, a land of long history, great diversity, and overflowing energy. And above all, a land of a magnificent soccer player, Samuel Eto'o. I may not know too much of soccer, but I know enough to recognize Eto'o's athleticism. Not only that, Cameroon and Korea boast a long diplomatic relations since 1961, soon after Cameroon's independence. In many regards, I am truly delighted to be in Cameroon especially in the presence of President Biya of the Republic of Cameroon and honored guests.

We are here today with one topic in mind, "Investing in Cameroon." As a former Prime Minister of Republic of Korea, I have been asked to share Korea's experience of rapid economic growth to shed light on what Cameroon could do in order to speed up her economic growth and boost her attractiveness to foreign investors. Now, former President Barroso of European Commission just gave a wonderful speech and it puts a lot of pressure on me, but I will do my best to share with you lessons from Korea's development from a nation in poverty into one of the largest economies in the world.

I will present my speech in the following order: I will first briefly talk about Korea's fast economic growth because not everyone is familiar with the story. Afterwards, I will explain what made it possible for Korea to grow so fast. And then I will finish by drawing conclusive messages for Cameroon from lessons Korea has learned.

Korea underwent a series of unfortunate events in the first half of the 20th century. In 1910, Korea was colonized by Japan, which marked the beginning of one of the darkest periods Korea had ever experienced. Korea fiercely resisted

and fought Japan's colonial rule and regained her independence in 1945 at the end of the World War II. Nonetheless, the Cold War immediately set in, and Korea was divided into North and South Korea. In the southern half of the peninsula, the Republic of Korea was founded in 1948 under the auspices of the United Nations.

The joy of a new beginning for the Republic of Korea did not last long. Only two years later, in 1950, the Korean War broke out. During three years of devastating warfare, over 4 million people were killed or wounded. The infrastructure of the economy was severely destroyed. Seoul was almost completely burnt to ashes, and orphans and refugees roamed the cities and the countryside searching for their lost love ones. Malnutrition and disease were everywhere. I still have memories of the difficult time both during and after the war.

Towards the end of the 1950's, Korea's per capita GDP ranked 101st out of 125 nations. In 1962, Korea's per capita GDP was less than 100 US Dollars. Over 40% of the nation's population suffered from absolute poverty and it seemed as though there was no way out. But in 2015, Korea recorded approximately 28,000 USD in per capita GDP. This value, when converted into purchasing power, is higher than that of Italy and approaches the average per capita GDP of EU nations. Korea's GDP recorded 11th in 2015, with 1.4 trillion USD. Korea is the first and only nation to transition from a foreign aid recipient nation to a donor nation in the world history. Some people refer this achievement as the Korean Miracle.

Natural question to ask would be, "How did Korea do it?" Numerous scholars have asked the same question and analyzed Korea's economic develop-

ment in search of an answer. There cannot be one right answer to this question, but I will share a few points that stand out for me personally.

First point I would like to mention is Korea's export-led growth strategy. Most economists agree that Korea's success lies in the adoption of such strategy as well. But focus is on the word "strategy" not on "export-led growth". If export-led growth policy is the universal key to rapid growth for all developing nations, why have some countries that have adopted this policy not been as successful as Korea?

Korea is not endowed with rich natural resources. She has limited supplies of coal, iron, tungsten, limestone, and kaolin, while other resources are scarce or nonexistent. Arable land accounts for just 20 percent of total land; climate, soil, rainfall, and temperature are all unfavorable for agricultural production.

On the other hand, Korea has advantage in human capital. Even right after the end of the Korean War, population of Korea was increasing at 3% per year. In addition, Korea is among the most densely populated countries in the world, with 517 people per square kilometer which is one of the highest in the world. This meant that Korea had widespread surplus labor at its initial phase of development with low wage rate. This accounts for one of the key differences between Korea and other nations.

In addition, it takes more than labor surplus to develop manufacturing industries effectively. The labor force has to be equipped with those attributes required for modern industrial activities: for example, a minimum standard of literacy, discipline, and a desire to "get ahead." Furthermore, there has to be vigorous entrepreneurship, administrative skill,

and efficiency in government. In this regard, Korea was well-equipped for manufacturing. Years of subsisting on scarce land have nurtured strong survival traits, such as tenacity and pragmatism. The potential labor force was largely literate and ready to work long hours for low wages. Many entrepreneurs with a "can-do" spirit emerged; they took advantage of the government policy encouraging investment with favorable bank loans and allocation of foreign exchange.

In short, we cannot say that "export-led growth strategy" is the key to fast economic growth in all developing nations. Rather, it takes a careful analysis of the nation and deliberate economic planning in accordance with the analysis. Cameroon is located in a geographically strategic area, has rich agricultural resources, and English and French speaking people. How do these advantages translate into a strategy is the job for this conference, but it is imperative to devise a plan that accounts for Cameroon's advantages and disadvantages. In that sense, Cameroon's Vision 2035 and three-year Emergency Plan for 2015-2017 appear to be good starting point, and I hope that lessons from Korea will help Cameroon execute its plan as intended.

Second, a focus on education and investment in human capital was critical. With no significant natural resources or accumulated capital, South Korea had to rely on a highly educated workforce to drive economic growth. Passion for education has a long heritage in Korea. Perhaps a famous anecdote will help you to understand the Korean people's attitude toward education. It involves a 16th-century scholar, Seokbong Han, who is recognized as one of the foremost calligraphers in Korean history. I will refer to him as Han. Han's mother, despite her desire to keep her son by her side, sent

him to a Buddhist temple in the mountain so that he could focus on studies, away from distractions. Some years later, still immature and unmotivated, Han returned home one day and told his mother that he no longer wished to pursue calligraphy. Although she was delighted to see her son again, she was determined to see him finish his education.

His mother, who was supporting Han by selling rice cake in the marketplace, proposed a contest. They would turn the candlelight off, and if Han could write calligraphy better than she could slice the rice cake in complete darkness, then he could do whatever he wanted. When they turned the candlelight back on, Han's calligraphy was humiliating at best while each piece of the rice cake sliced by his mother boasted perfect form and size. Realizing that his studies and practice did not come close to completion, Han was humbled and returned to the temple, determined never to return home until he could be the best calligrapher in Joseon. Can you imagine yourself in place of Han? First, your mom sends you off to a remote temple in the mountains. When you return, she scolds you for being immature and sends you back until you make enough progress in your studies. This is how much the Koreans value education. The tradition still pushes Korean people to study more and to work harder.

I myself had numerous helpers and mentors who allowed me to fulfill my academic pursuits. I was born in a country side, and, during my elementary school years, my family could not afford even my lunches. My mother worked at a hospital washing clothes to support my siblings and me during the tough postwar years. She kept reminding me of her confidence that a bright future awaited me so that poverty would not discourage me. I worked as a tutor since high school

years all the way through college to earn tuitions, but I never neglected my own academics. Besides my mother, I had others who imbued me with confidence throughout my youth. They all had a passion for education. Without the conviction of my supporters and professors, my academic path from the country side to Seoul to United States, and myself today would not have been possible.

The third factor for South Korea's rise is the "can do" or "fighting" spirit of the Korean people that I had briefly mentioned earlier. This type of spirit is crucial to every successful entrepreneur. During the rapid industrialization process, many South Koreans worked tremendously hard to help themselves, their families, and their communities to climb out of poverty and built the foundation for a market-driven society. Wherever there were jobs, our young men and women went to far-away countries to grab the opportunities. In the 1960's, South Koreans went to West Germany to work as coal miners and nurses. Impressed with the Korean work ethic, the then West German government was one of the first friends to extend to South Korean industrial development loans. In the 1970's, with the construction boom in the Middle East many South Korean construction workers helped to build key infrastructures and development projects in the region. The wages these workers earned and sent back home allowed their families to send their children to college.

At the end of the 1990's, South Korea overcame the Asian financial crisis in only a couple of years. The crisis of 1997-1998 was South Korea's own Great Depression. Almost a third of the nation's banks and lending institutions went under, and, in a span of month, 7% of workers were out of jobs. South Korea came out of the crisis thanks to the collective willpower of its citizens, who spent

less, saved more, worked harder, increased exports, and strove to more competitive.

So far I have discussed factors accounting for Korea's rapid economic growth. Careful economic planning and deliberate execution, value of education, and can-do spirit of the Korean people account for some of the reasons behind Korea's economic development. But that is not the end of the story. Korea may have achieved an economic "miracle" but whether that miracle is a sustainable one remains questionable due to polarization of wealth and sluggish economic growth in recent years.

Korea's economic development in the formative years adopted theory of unbalanced growth. That is, Korean government allocated resources to industries that exhibited higher potentials instead of distributing resources throughout all industries. The strategy was successful in growing the economy but at the cost of economic equality. In other words, corporations that benefited from the government's policies became global conglomerates today, but their economic influences are overshadowing small and medium enterprises, also known as SME's. Gini coefficient in Korea is rising fast, and wealth is being polarized where the rich get richer and the poor get poorer. And the economic growth rate is not as high as it once used to be.

A list of solutions would include well-educated population, many engineers, designers, and other professionals, enormous deposits of knowledge, adequate capital, strong public education, efficient economic institutions, and legal system congenial to the promotion of entrepreneurship, etc. But I would like to emphasize that the solution can be summed up as two words: Shared Growth. It may be unconventional to discuss topics

like Shared Growth in developing nations. But I propose Cameroon to keep Shared Growth in mind because first, the vicious cycle of “rich gets richer and poor gets poorer” is extremely difficult to break after the country’s economy grows and second, Shared Growth will help Cameroon find a more sustainable model for economic growth.

To briefly explain, Shared Growth is a philosophy that promotes economically growing together. Various scholars in different fields may refer to it with a slightly different name. For example, Hillary Clinton or Bernie Sanders uses the term inclusive economy, which shares similar ideas with Shared Growth. What is more important than what we call it is what “growing together” truly means. By growing together, Shared Growth aims to promote fairer distribution without curbing vigorous economic growth.

People sometimes misconstrue Shared Growth as another distribution mechanism that takes away from the rich and gives it away to the poor. I do not blame them because traditionally growth and distribution were in an “or” relationship; you could either pursue growth or distribution in economics. If you wanted to push for economic growth, distribution had to take a back seat. Likewise, distributing wealth meant that you were giving up growth. Shared Growth says otherwise; economic growth and distribution of wealth are not at opposite ends of the spectrum. Growth and distribution can be achieved at the same time by growing the economic pie bigger and distributing the fruit of the growth fairly amongst contributors.

I will explain the concept with a hypothetical scenario. Let’s say that Korea’s economic output on GDP in 2015 is 100 and that 50% of the output went to the major conglomerates while the other

50% went to SME’s. Now let’s imagine that Korean economy grew by 20% in 2016, bringing Korea’s GDP up to 120. But this time, let’s make distribution fairer; conglomerates take away 45% while SME’s get 55%. Both parties benefit from the growth because income of the conglomerates went up from 50 to 54 while the income of the SME’s went up from 50 to 66. In other words, the real problem of the Korean economy is that while the SME’s contribute more than 50% of the work, they get much less than what they deserve. When we make the distribution process fairer and pay the SME’s for what they really deserve, we can achieve growth and distribution at the same time. In short, Shared Growth is about securing the justice in the process of distributing growth fruit. Instead of pursuing economic growth for the sake of growth, Shared Growth will help Cameroon grow in a healthier and sustainable way.

The concept of Shared Growth can be extended to building cooperative relations with other nations as well. In today’s world of high connectivity, a nation cannot “do it alone”. Even back in the 1950’s, Korea worked with great friends who cared. In response to the UN Security Council Resolution 84, 16 countries came to South Korea’s aid during the Korea War. Young men and women from these far-flung lands came and shed their precious blood to defend a country they had not even known and a people they had never met. The proud flags representing these 16 countries fly daily at the War Memorial of Korea in Seoul to commemorate those courageous soldiers. After the war, our allies and the UN lent a valuable hand in rebuilding our war-torn nation. Currently, South Korean agencies and corporations implement diverse humanitarian projects in all corners of the globe to reciprocate the generosity and goodwill that we as a nation recei-

ved from our dear friends around the world. Likewise, Cameroon must work together with its friends to make a breakthrough, especially so in today’s global world. And shared Growth philosophy will help her build cooperative relations with other nations.

Today, I talked about Korea’s rapid economic growth and factors accounting for it. And I added a few remarks about what Cameroon might do differently in order to grow in a healthier and more sustainable way. Each country is different. Cameroon is a much bigger country than Korea with less population. But I do believe that emphasis of education and high spirits to excel are universal factors that will help any nation go far. I have no doubt that Cameroon’s strategic plans with Shared Growth in mind will help her build her own economic growth model and that other nations in the future will be asking, “How did Cameroon do it ?”

In the recent years, South Korea led initiatives to enhance the international development aid model. In addition to assisting struggling countries with funds and materials, or the hardware, Korea has also emphasized the provision of the software for economic development such as strengthening public education, creating efficient economic development and infrastructure plans, and building social welfare networks. I sincerely hope that Cameroon will continue to work together with Korea and that the two nations will share their growths.

It was truly an honor and privilege for me to speak in front of honored guests today and with that I would like to conclude my speech.

Thank you.

## Leçons de Corée : croissance économique visant la croissance partagée

Par **UN-CHAN CHUNG**

*Président de la Korea Institute for Shared Growth  
Ancien Premier Ministre de la République de Corée du Sud  
Ancien Président de l'Université d'Etat de Séoul*

J'ai à la fois l'honneur et le plaisir de me retrouver ici au Cameroun, pays qui jouit d'une longue histoire, d'une grande diversité et d'une énergie débordante. Et par-dessus tout, le pays d'un footballeur célèbre, Samuel Eto'o. Je suis probablement ignorant en matière de football, mais j'en sais suffisamment pour reconnaître les qualités d'Eto'o en tant qu'athlète. Par ailleurs, le Cameroun et la Corée entretiennent des relations diplomatiques depuis 1961, peu après l'indépendance du Cameroun. A plusieurs égards, je suis sincèrement heureux de me retrouver au Cameroun, particulièrement en présence de Monsieur Biya, Président Biya de la République du Cameroun et de ses honorables invités.

Le thème qui nous rassemble ici aujourd'hui est : "Investir au Cameroun". En tant qu'ancien Premier Ministre de la République de Corée du Sud, il m'a été demandé de partager l'expérience de la croissance rapide de la Corée pour expliquer comment le Cameroun peut accélérer sa croissance économique et accroître son attractivité pour les investisseurs étrangers. Auparavant, M. Barroso, ancien Président de la Commission de l'Union européenne, a prononcé un merveilleux discours qui met assez de pression sur moi, mais je ferais de mon mieux pour vous faire partager les leçons tirées du développement de la Corée qui, de pays pauvre, est devenu l'une des plus grandes économies au monde.

Mon discours s'articulera comme suit : je ferai un bref aperçu de l'histoire de la croissance rapide de la Corée dans la mesure où elle n'est pas connue de tous. Ensuite, j'expliquerai pourquoi la Corée a pu connaître une croissance aussi forte. Enfin, je conclurai par des messages à l'intention du Cameroun sur la base des leçons apprises par la Corée.

La Corée a connu une série d'événements malheureux dans la première moitié du 20ème siècle. En 1910, la Corée fut colonisée par le Japon, ce qui marqua le début de l'une des périodes les plus noires qu'il lui ait été jamais donné de vivre. La Corée résista farouchement et lutta contre la colonisation



japonaise pour reconquérir son indépendance en 1945, à la fin de la Deuxième guerre mondiale. Mais, la Guerre froide suivit immédiatement, et la Corée fut divisée en deux pays, la Corée du Nord et la Corée du Sud. Dans la partie méridionale de la péninsule, la République de Corée fut fondée en 1948, sous les auspices des Nations Unies.

La joie d'un nouveau départ pour la République de Corée du Sud fut de courte durée. Deux années seulement plus tard, en 1950, la Guerre de Corée éclata. Pendant trois années d'un conflit dévastateur, plus de 4 millions de personnes furent tuées ou blessées. L'infrastructure économique fut fortement détruite. Séoul fut presque entièrement réduite en cendres, les orphelins et les réfugiés errant dans les villes et les campagnes à la recherche de leurs bien-aimés portés disparus. La malnutrition et les maladies sévissaient partout. Je me souviens encore de ces difficiles temps de guerre et d'après guerre.

Vers la fin des années 1950, le PIB par tête d'habitant de la Corée du Sud était classé au 101ème rang sur 125 pays. En 1962, il était inférieur à 100 dollars EU. Plus de 40% de la population souffrait de pauvreté absolue et il semblait que cette situation était sans issue. Mais en 2015, le PIB par tête d'habitant de la Corée du Sud a atteint presque 28.000 dollars EU. Ce chiffre, converti en pouvoir d'achat, est supérieur à celui de l'Italie et avoisine la moyenne du PIB par tête d'habitant des pays de l'UE. Le PIB de la Corée du Sud a été classé 11ème en 2015, avec 1,38 trillions de dollars EU. La Corée du Sud est le premier et le seul pays au monde à être passé de pays bénéfici-

ciaire de l'aide étrangère à pays donateur. D'aucuns qualifient cette prouesse de Miracle coréen.

La question que l'on en droit de se poser naturellement est la suivante : "Comment la Corée du Sud a-t-elle pu le faire?" de nombreux universitaires se sont posé la même question et ont étudié le développement économique de la Corée du Sud afin de trouver une réponse à cette question. Il ne peut y avoir de réponse satisfaisante à cette question, mais je vous présenterai quelques aspects qui, à mon sens, ont été déterminants.

Le premier facteur que je tiens à signaler est la stratégie de croissance coréenne qui est tirée par les exportations. La majorité des économistes s'accordent à penser que le succès de la Corée du sud tient aussi à l'adoption de cette stratégie. Mais l'accent est mis sur le terme "stratégie" et non sur l'expression "croissance tirée par les exportations". Si la politique de croissance tirée par les exportations est la panacée pour la croissance rapide de tous les pays en développement, pourquoi certains pays qui l'ont adoptée n'ont pas connu le même succès que la Corée du Sud ?

La Corée du Sud n'est pas dotée de richesses naturelles. Elle compte de modestes réserves de charbon, de fer, de tungstène, de calcaire et de kaolin, les autres ressources étant rares ou inexistantes. Les terres agricoles représentent seulement 20% de la superficie totale du pays. Le climat, les sols, la pluviométrie et la température sont tous défavorables à la production agricole.

En revanche, la Corée du Sud dispose de l'atout qu'est le capital

humain. Même immédiatement après la fin de la Guerre de Corée, la population du pays a cru au rythme de 3% l'an. En outre, la Corée du Sud figure parmi les pays les plus densément peuplés au monde, avec 517 habitants au kilomètre carré, l'un des taux les plus élevés au monde. Ceci signifie qu'à l'aube de son développement, la Corée du Sud disposait d'une main-d'œuvre largement excédentaire et à faible taux de rémunération. C'est ce qui explique l'une des différences essentielles entre la Corée du Sud et les autres pays. Les pays d'Amérique latine qui présentent de faibles densités de population ne peuvent utiliser un excédent de main-d'œuvre aussi facilement et pragmatiquement que les Coréens. Par exemple, la densité de la population brésilienne en 2015 était de 25 habitants au kilomètre carré, soit environ 5% celle de la Corée du Sud.

En outre, il faut plus que de l'excédent de main-d'œuvre pour développer un secteur industriel efficace. La main-d'œuvre doit avoir les compétences requises pour faire fonctionner une industrie moderne : par exemple, un niveau d'instruction minimum, de la discipline et la volonté "d'aller de l'avant". Bien plus, il est nécessaire d'avoir un leadership solide, des compétences administratives et un gouvernement efficient. A cet égard, la Corée du Sud était bien outillée pour réaliser son industrialisation. Des années d'exploitation des rares terres ont favorisé l'apparition de solides caractères de survie, tels la ténacité et le pragmatisme. Le gisement de travailleurs était très instruit et disposé à travailler de longues heures contre de bas salaires. Beaucoup d'entrepreneurs dotés d'un esprit volontariste sont apparus ; ils ont tiré parti de la politique gouvernementale visant à

encourager l'investissement par le biais des prêts bancaires et l'allocation de devises.

Bref, l'on ne saurait dire que la "stratégie de la croissance tirée par les exportations" est la clé pour une croissance économique rapide dans tous les pays. Il convient plutôt de faire une analyse minutieuse du pays et d'entreprendre une planification économique délibérée qui soit conforme à l'analyse. Le Cameroun est situé dans une région géographiquement stratégique ; il dispose de riches ressources agricoles et d'une population parlant l'anglais et le français. Le but de cette conférence est d'étudier les moyens de traduire ces atouts en une stratégie, mais il est impératif d'élaborer un plan qui tienne compte des atouts et des faiblesses du Cameroun. Dans cette optique, la Vision 2035 du Cameroun et son Plan d'urgence triennal 2015-2017 semblent être un bon point de départ, et j'espère que les leçons apprises de l'expérience coréenne aideront le Cameroun à mettre en œuvre ce plan comme il se doit.

En deuxième lieu, l'accent mis sur l'éducation et l'investissement dans le capital humain a été crucial. Ne disposant pas d'importantes ressources naturelles ou de capitaux accumulés, la Corée du Sud a dû compter sur une main-d'œuvre très instruite pour stimuler la croissance économique. La passion pour l'éducation est un fait acquis de longue date en Corée du Sud. Peut-être que la célèbre anecdote suivante vous aidera à comprendre l'attitude des Coréens à l'égard de l'éducation. Elle concerne un intellectuel du 16<sup>ème</sup> siècle, Seokbong Han, qui est connu comme étant l'un des plus grands calligraphes de l'histoire de la Corée. Je l'appellerai simplement Han.

La mère de Han, malgré son désir de garder son fils près de lui, l'envoya dans un temple bouddhiste dans la montagne pour qu'il se consacre aux études, loin de toute distraction. Quelques années plus tard, toujours immature et non motivé, Han retourna chez lui un jour et déclara à sa mère qu'il ne désirait plus poursuivre ses études de calligraphie. Bien que ravie de revoir son fils, elle était déterminée à le voir terminer son éducation. Sa mère, qui élevait Han en vendant des gâteaux de riz au marché, lui proposa le marché suivant : elle éteindrait la chandelle, et si Han parvenait à calligraphier mieux qu'elle pouvait trancher le gâteau de riz dans l'obscurité totale, alors il pourrait faire tout ce dont il avait envie. Lorsqu'elle ralluma la chandelle, la calligraphie de Han était très humiliante, alors que chaque morceau du gâteau de riz tranché par sa mère était de forme et de taille parfaites. Comprenant que ses études et sa pratique étaient loin d'être achevées, Han en fut humilié et retourna au temple, déterminé à ne jamais revenir chez lui tant qu'il ne serait pas devenu le meilleur calligraphe de Joseon. Pouvez-vous vous mettre à la place de Han, Premièrement, votre mère vous envoie dans un temple éloigné dans les montagnes. A votre retour, elle vous réprimande parce que vous êtes immature et elle vous renvoie au temple jusqu'à ce que vous ayez fait suffisamment de progrès dans vos études. C'est cette importance que les Coréens accordent à l'éducation. La tradition pousse encore le peuple coréen à étudier davantage et à travailler plus dur.

J'ai eu moi-même de nombreuses aides et mentors qui m'ont permis de réaliser mes projets universitaires. Je suis né à Congju, dans la province de

Chungcheong du Sud, et, pendant mes études primaires, ma famille était incapable de m'offrir même le déjeuner. Ma mère travaillait à l'hôpital où elle lavait du linge pour subvenir aux besoins de mes frères et sœurs et de moi-même pendant les années post-conflit. Elle ne cessait de me rappeler qu'elle était certaine qu'un brillant avenir m'était réservé, de sorte que la pauvreté ne me décourage pas. Je donnais des cours particuliers depuis le secondaire jusqu'à l'université pour pouvoir acquitter mes frais de scolarité, mais je n'ai jamais négligé mes études. Outre ma mère, d'autres personnes m'imprégnaient d'un sentiment de confiance pendant toutes mes années de jeunesse. Ils avaient tous la passion de l'éducation. Sans la conviction de mes parents et de mes professeurs, mon parcours scolaire et universitaire, depuis Congju à Séoul jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique, y compris moi-même, auraient été impossibles.

Le troisième facteur de l'essor de la Corée du Sud est l'esprit "volontariste" ou de "combativité" du peuple coréen dont j'ai brièvement fait mention plus haut. Ce type d'esprit est déterminant chez tout entrepreneur qui souhaite réussir. Lors du processus d'industrialisation rapide, beaucoup de Sud-coréens ont travaillé très dur pour subvenir à leurs besoins, s'occuper de leurs familles et de leurs communautés afin de sortir de la pauvreté et jeter les fondements d'une société tributaire des forces du marché.

Nos jeunes hommes et femmes partaient pour des pays lointains afin de saisir les opportunités d'emploi partout où il y en avait. Dans les années 1960, les Sud-coréens partaient pour l'Allemagne de l'Ouest afin d'y travailler

comme mineurs ou infirmiers. Impressionnée par l'éthique professionnelle des Coréens, l'Allemagne de l'Ouest d'alors, à travers son gouvernement, a été l'un des premiers pays amis à accorder des prêts au développement industriel à la Corée du Sud. Dans les années 1970, avec l'essor qu'a connu le secteur du bâtiment au Moyen-Orient, de nombreux ouvriers Sud-coréens ont participé à la réalisation d'infrastructures et projets de développement clés dans la région. Les salaires et les envois de fonds de ces travailleurs vers leur pays ont permis à leurs familles de financer les études universitaires de leurs enfants.

A la fin des années 1990, la Corée du Sud a surmonté la crise financière qui secouait l'Asie en quelques années seulement. Le pays a connu sa Grande dépression avec la crise des années 1997-1998. Près d'un tiers des banques et institutions de prêt du pays ont déposé le bilan, et, en l'espace de quelques mois, 7% de la population active se sont retrouvés au chômage. La Corée du Sud est venue à bout de cette crise par la volonté collective de ses citoyens, qui ont dépensé moins, épargné plus, travaillé plus dur, renforcé les exportations et déployé des efforts pour devenir plus compétitifs.

Jusqu'ici, je me suis intéressé aux facteurs de la croissance économique rapide de la Corée : une planification économique rigoureuse et une exécution réfléchie des projets, une éducation de qualité et l'esprit d'initiative des Coréens constituent autant de raisons qui expliquent le développement économique du pays. Mais ce n'est pas tout. Si l'expérience coréenne peut être qualifiée de « miracle » économique, la

polarisation des richesses et le ralentissement de la croissance économique qui ont caractérisé le pays ces dernières années suscitent des interrogations quant à la pérennité de ce « miracle ».

Dans un premier temps, le développement économique de la Corée s'est fondé sur la théorie de la croissance déséquilibrée : plutôt que de répartir les ressources entre tous les secteurs, le gouvernement coréen a alors misé sur ceux qui présentaient le meilleur potentiel. La stratégie a réussi à accroître l'économie, mais au détriment de l'égalité économique. En d'autres termes, les entreprises qui ont bénéficié du soutien de l'Etat à cette époque sont devenues aujourd'hui des conglomérats d'envergure mondiale, qui, en raison de leur poids économique, font néanmoins ombrage aux Petites et moyennes entreprises autrement dénommées PME. Le coefficient de Gini augmente rapidement en Corée, tandis que les richesses sont polarisées, si bien que les riches deviennent plus riches et les pauvres s'appauvrissent davantage. La croissance économique, quant à elle, est moins forte que par le passé.

Les solutions à ce phénomène pourraient consister en une population bien éduquée, un grand nombre d'ingénieurs, de concepteurs et autres professionnels, de gigantesques gisements de savoirs, des capitaux suffisants, un système éducatif solide, des institutions économiques efficaces et un système juridique qui favorise la promotion de l'entrepreneuriat, etc. Cependant, qu'il me soit permis de souligner que la solution tient en deux mots : Croissance partagée. Il pourrait paraître incongru d'évoquer des sujets tels que la croissance partagée dans les pays en déve-

loppement. Mais je propose au Cameroun de garder cette notion à l'esprit pour deux raisons : premièrement, il est très difficile, pour un pays qui a réalisé la croissance économique, de sortir du cercle vicieux par lequel « les riches deviennent plus riches et les pauvres le deviennent davantage » ; deuxièmement, la croissance partagée permettra au Cameroun de viser un modèle de croissance économique plus durable.

En bref, la Croissance partagée est une philosophie qui promeut l'idée de croître ensemble. Certains spécialistes de divers domaines pourraient employer une expression légèrement différente. C'est notamment le cas d'Hilary Clinton ou de Bernie Sanders qui emploient le terme d'économie inclusive, qui se rapproche de celle de croissance partagée. Au-delà du terme, ce qui importe le plus est le sens véritable de l'idée de « croître ensemble », par laquelle la croissance partagée vise à promouvoir une répartition plus équitable des richesses sans entrave à une croissance économique vigoureuse.

D'aucuns considèrent à tort la croissance partagée comme étant un autre mécanisme de redistribution qui prend aux riches pour donner aux pauvres. Je ne leur en fais pas grief, dans la mesure où, traditionnellement, la croissance et la répartition des richesses ont toujours été antinomiques. Soit on visait la croissance, soit on recherchait la répartition en économie. Si l'on voulait promouvoir la croissance économique, il fallait sacrifier la répartition des richesses. De même, la répartition des richesses était synonyme de renoncer à la croissance. La croissance partagée repose sur un paradigme différent : la croissance économique et la répartition des richesses ne

sont pas aux antipodes l'une de l'autre. La croissance et la répartition peuvent se réaliser simultanément en suscitant une croissance économique plus forte et en redistribuant équitablement les fruits entre les différents acteurs.

J'expliquerai ce concept à partir d'un scénario hypothétique. Supposons qu'en 2015, la production économique de la Corée en termes de PIB s'élève à 100, et que 50% de cette production ait profité aux principaux conglomérats, tandis que les 50% restants aient profité aux PME. Supposons ensuite qu'en 2016, l'économie coréenne connaisse une croissance de 20%, portant à 120 le PIB du pays. Mais cette fois, imaginons une répartition plus juste : 45% pour les conglomérats et 55% pour les PME. Les deux parties profitent de la croissance, car les revenus des conglomérats passent de 50 à 54, et ceux des PME de 50 à 66. En d'autres termes, le véritable problème de l'économie coréenne est que les PME, qui contribuent à hauteur de plus de 50% de la production, reçoivent moins que ce qu'elles méritent. En rendant le processus de répartition plus équitable, c'est-à-dire en donnant aux PME ce qu'elles méritent, on répond simultanément aux exigences de croissance et de redistribution des richesses. En somme, la croissance partagée consiste à garantir la justice dans le processus de répartition des fruits de la croissance. Plutôt que de rechercher la croissance pour la croissance, la Croissance partagée permettrait aux Camerounais de connaître une croissance plus saine et plus durable.

Le concept de croissance partagée peut aussi s'étendre à l'établissement de relations de coopération avec d'autres pays. Dans ce monde moderne

hautement connecté, aucun pays ne peut « s'en sortir seul ». Même dans les années 1950, la Corée a pu compter sur des partenaires bienveillants. En réponse à la résolution 84 du Conseil de Sécurité, 16 pays sont venus en aide à la Corée du Sud pendant la Guerre de Corée. De jeunes hommes et femmes issus de pays lointains sont venus verser leur sang précieux pour défendre un pays qu'ils ne connaissaient pas, et un peuple qu'ils n'avaient jamais connu. Les drapeaux représentant ces 16 pays flottent fièrement au Mémorial de la Guerre de Corée à Séoul en mémoire de ces vaillants soldats. Après la guerre, les Nations Unies et nos alliés ont apporté une aide précieuse à la reconstruction de notre pays dévasté par la guerre. A l'heure actuelle, les entreprises et organismes sud-coréens mettent en œuvre divers projets humanitaires à travers le monde, pour, à notre tour, faire acte de générosité et de bonne volonté, comme nous en avons bénéficié, en tant que nation, de la part de nos chers amis à travers le monde. De même, pour progresser de manière décisive, le Cameroun doit travailler de concert avec ses amis, en particulier dans le monde globalisé d'aujourd'hui. Dans cette optique, la philosophie de la croissance partagée l'aidera à nouer des relations de coopération avec d'autres pays.

Aujourd'hui, j'ai parlé de la croissance économique rapide de la Corée et des facteurs qui l'ont favorisée. J'ai aussi fait des propositions sur ce que le Cameroun pourrait entreprendre différemment pour connaître une croissance plus saine et plus durable. Chaque pays est unique. Le Cameroun est bien plus grand et moins peuplé que la Corée. Mais je reste persuadé qu'en mettant l'accent sur les facteurs univer-

sels de réussite que sont l'éducation et la culture de l'excellence, n'importe quel pays serait en mesure d'aller loin.

J'ai la conviction qu'avec la croissance partagée en ligne de mire, les plans stratégiques du Cameroun lui permettront de définir son propre modèle de croissance économique, et qu'à l'avenir, les autres pays se demanderont « Comment est-ce que le Cameroun y est parvenu ? ».

Au cours des dernières années, la Corée du Sud a mené des actions pour améliorer le modèle de l'aide publique au développement. Outre une assistance fournie aux pays en crise sous la forme de financements, d'équipements ou de matériel informatique, la Corée du Sud a aussi mis l'accent sur la fourniture de logiciels destinés au développement économique, pour, entres autres, renforcer l'éducation publique, élaborer des plans d'infrastructures et de développement économique efficaces et créer des réseaux d'assistance sociale. J'espère sincèrement que le Cameroun continuera de coopérer avec la Corée et que nos deux pays partageront leurs croissances.

J'aimerais conclure mon propos en disant que cela a été pour moi un honneur et un privilège de m'adresser aujourd'hui à ce parterre d'honorables invités.

Je vous remercie de votre attention.

# Building Resilience and Attracting New Investors to the Cameroonian Economy

By **Tony ELUMELU**,  
Chairman of the United Bank for Africa and Founder of the Tony ELUMELU Foundation



**Your Excellency, President Paul Biya of the Republic of Cameroon; Distinguished Members of the Cameroon Government; Citizens of Cameroon; Investors and Entrepreneurs; and Distinguished ladies and Gentlemen.**

Bonjour!

As Chairman of the United Bank for Africa (UBA) and Founder of the Tony Elumelu Foundation, it is a pleasure to be here with you this morning to discuss how to attract and deepen investment in The Republic of Cameroon.

I want to thank his Excellency, President Biya, for being such a gracious host and for bringing all of us together for this important dialogue.

This is not only a GOOD time for Cameroon to be having this conversation, it is a SMART time to be having it. As we speak, the giant economies of Africa, such as South Africa, Nigeria and Angola are wrestling with economic down-turns, while countries such as Senegal, Cote D'Ivoire and Cameroon are experiencing economic booms, and foresight and fore-planning can hopefully avert such an event for this country.

Cameroon's \$28 billion economy is doing very well and growing at an impressive rate of 5.5%. This is the right time to think about what it takes to ATTRACT and KEEP investors.

As a long-time banker and entrepreneur, I have learned how to spot a good investment and I am pleased to affirm to all investors present that Cameroon is a great place to invest. I know this because of the United Bank of Africa, which I chair, and which serves 11 million customers in 19 African countries, including Cameroon. We saw the opportunities in Cameroon, in 2008, and have been here ever since. Infact, in our initial roll out

in Africa, Cameroon was the first francophone subsidiary we established and we've done very well in the nine years we've operated in this market.

In the short time that we've been here, UBA has also been making a positive impact in the communities we serve, and the country as a whole. Through our many branches we are helping to create employment- not only by lending to our customers to start and expand their businesses- but also by hiring Cameroonian citizens to help run our various branches.

But even more significant, UBA has been able to leverage our foothold in Cameroon to recruit and deploy Cameroonians to serve at senior levels in our other subsidiaries. At least 3 of the CEOs of our other sub-Saharan subsidiaries are Cameroonians. It is a testament to the quality of the talent available in Cameroon, and it is also what makes UBA a truly pan-African bank.

Since 2008, from a handful of branches, we've grown to 14 branches in Younde, Doualla and the various provinces to give Cameroonians access to financial services. And I am pleased to share with you today, that UBA Cameroon will be opening more branches this year. And we are doing this because we have confidence in the business environment here and we are here for the long-run.

But let me stress that UBA's strategy and investments in Cameroon are not a happy coincidence or simply driven by the pursuit of profit maximization. They are consistent with the philosophy that guides my investments and aspirations for the economic development of the continent.

I believe that the private sector has a role to play in advancing Africa's development. I believe that we must recognize and embrace that responsibility by making long-term investments in strategic sectors which deliver economic dividends for shareholders and social dividends for society. I call this Africapitalism.

I believe that financial services is one of those strategic sectors. I have therefore undertaken long-term investments in this sector, and it has proven to be successful in over a dozen countries in which we operate, including Cameroon.

So the genius is how to further attract private sector investments to Cameroon and how to retain it. Global private capital is looking for destinations. Cameroon needs to attract this capital through the promotion of local entrepreneurship.

Cameroon has human capital of 22 million people who can be the engine of your economic growth.

This is true of all of Africa.

While other regions of the world have aging populations, Africa's youth dominate our demographic. This means that Africa itself is poised to become the engine of global economic growth - but only if we empower and harness our youth as well.

Governments and corporations alone cannot provide enough jobs for the more than 200 million young Africans entering the workforce by 2030.

Therefore, one of the keys to winning the demographic dividend is ENTREPRENEURSHIP.

At the micro-level, entrepreneurship is a bottom up approach to economic growth and development that empowers the individual to find and pursue the best opportunities in their current environment to improve their own economic circumstances. It also drives the creation of home-grown solutions to local problems in core areas such as food, education, health, water and sanitation, etc. At the macro-level, it is the expression of African solutions to African economic problems.

Entrepreneurship means Africans have options for advancement that are not limited to just finding a job. They can create their own employment opportunity, as well as for others, and transform their communities, and even the continent.

My belief in the inherent capacity of Africans to be successful entrepreneurs - if they have the right tools- is so resolute, that through the Tony Elumelu Entrepreneurship Programme (TEEP) I have invested \$100 million over the next 10 years to identify, mentor, train and seed 10,000 African start-ups.

Over the first two years of the program, we selected the best 2,000 ideas from the more than 65,000 applications received from 53 of Africa's 54 countries, irrespective of their age, gender, nationality, level of education or sector. All that the selectees needed was a transformative idea and the drive to succeed, and we gave them a chance. The first batch have already completed their training and received their first tranche of seed capital.

And I'm proud to say that 44 of Cameroon's finest young people are

part of the program and I met with them and our Cameroonian mentors last night at the Hilton Hotel. A good 25% of them have their sights set on the agriculture sector and will do much to promote nutrition and food security in this country.

And they are all brilliant!

Among these Cameroonian and African entrepreneurs could be the next Tony Elumelu, Aliko Dangote, or even Steve Jobs.

And there are many, many more aspiring African entrepreneurs out there who also deserve a chance, if only their governments would prioritize supporting entrepreneurship.

My dream for Cameroon is that in the next few years, not I, but a Cameroonian Tony Elumelu Entrepreneur will be standing on this stage telling you about his/her investments in Cameroon and how it is creating thousands of jobs and generating revenues for the government while making profit and meeting local demands. That is Africa-capitalism!

So I would like my foundation to partners with the government of Cameroon to put into place concrete programs and policies that encourage more young Cameroonians to start businesses and enable them to thrive. Tough registration hurdles, multiple tax jurisdictions, onerous reporting requirements and lack of access to finance

can extinguish millions of businesses before they start. But all of these are fixable and once done will fast track Cameroon's economic transformation.

In closing, I want to again commend President Biya and the Government of Cameroon for thinking about investment in Cameroon during the good times, and planning ahead for a stable and attractive economy that stimulates investments from within and welcomes investor from outside. I am honoured, as your neighbour and brother, to be a part of the discussion and rest assured, I am a long-term investor in Cameroon and a happy one.

Merci beaucoup. Vive le Cameroun et vive l'Afrique.

## Développer la résilience et attirer de nouveaux investisseurs pour l'économie camerounaise

par Tony ELUMELU,

Président du groupe « United Bank for Africa » (UBA)

**Excellence, Monsieur Paul Biya,  
Président de la République du  
Cameroun,  
Distingués membres du Gouver-  
nement du Cameroun,  
Citoyens camerounais ;  
Investisseurs et Entrepreneurs,  
Mesdames et Messieurs,**

**Bonjour !**

En mes qualités de Président de l'United Bank for Africa (UBA) et de Fondateur de la Tony Elumelu Foundation, je suis heureux d'être ici avec vous ce matin pour débattre des voies et moyens d'attirer et d'appro-

fondir les investissements dans la République du Cameroun.

Je tiens à remercier Son Excellence, Monsieur le Président Biya, de son aimable hospitalité et de nous avoir tous réunis pour cet important forum.

Il s'agit non seulement d'un moment OPPORTUN, mais aussi d'un moment JUDICIEUX pour le Cameroun d'engager ce débat. Au moment où je vous parle, les géants de l'économie africaine, tels l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola, font face à une récession économique, alors que certains pays comme le

Sénégal, la Côte-d'Ivoire et le Cameroun connaissent un essor dans leurs économies, et il est à espérer que la prévoyance et la planification préalable soient en mesure de mettre le Cameroun à l'abri d'une pareille récession.

L'économie du Cameroun, d'une valeur de 28 milliards de dollars, se porte très bien et elle croît au taux impressionnant de 5,5%. C'est le moment idéal pour penser à ce qu'il convient de faire pour ATTIRER et RETENIR les investisseurs.

En tant que banquier et entre-

preneur de longue date, j'ai appris comment repérer un bon investissement, et je suis heureux d'affirmer à tous les investisseurs présents ici que le Cameroun est une grande place pour les investissements. Je le sais à travers l'United Bank for Africa dont je suis le Président, et qui est au service de 11 millions de clients dans 19 pays d'Afrique, dont le Cameroun. Nous avons repéré des opportunités au Cameroun en 2008, et nous y sommes depuis lors. En réalité, dans le cadre de notre déploiement initial en Afrique, le Cameroun était la première filiale francophone que nous avons créée et nous avons beaucoup progressé pendant les neuf années de notre existence dans ce marché.

Durant cette courte période, l'UBA a aussi eu un impact positif auprès des communautés que nous servons, et dans le pays en général. A travers nos nombreuses agences, nous contribuons à créer des emplois – non seulement en accordant des prêts à nos clients afin qu'ils lancent et développent leurs activités – mais aussi en recrutant des Camerounais pour aider à gérer nos diverses agences.

Mais, fait plus significatif, l'UBA a été en mesure de tirer parti de notre présence au Cameroun pour recruter et déployer des Camerounais appelés à servir à des postes d'encadrement au sein de nos autres filiales. Au moins 3 des Directeurs généraux de nos filiales d'Afrique sub-saharienne sont camerounais. Ceci atteste de la qualité des talents disponibles au Came-

roun, et c'est aussi ce qui fait de l'UBA une véritable banque panafricaine.

Depuis 2008, d'un petit nombre d'agences, nous sommes passés à 14 agences localisées à Yaoundé, à Douala et dans les autres régions pour offrir aux Camerounais un accès aux services financiers. Et je suis heureux de vous déclarer aujourd'hui que l'UBA Cameroun ouvrira d'autres agences cette année, que nous le faisons parce que nous avons confiance en l'environnement qui prévaut ici, et que nous sommes ici pour longtemps.

Mais qu'il me soit permis de souligner que la stratégie et les investissements d'UBA au Cameroun ne sont pas une heureuse coïncidence ou simplement motivés par la quête de la maximisation des profits. Ils obéissent à la philosophie qui guide mes investissements et mes aspirations pour le développement économique du continent.

J'ai la conviction que le secteur privé a un rôle à jouer dans la promotion du développement de l'Afrique. Je crois que nous devons reconnaître et assumer cette responsabilité en investissant dans les secteurs stratégiques qui génèrent des dividendes économiques pour les actionnaires et des dividendes pour la société. C'est ce que j'appelle l'africapitalisme.

J'ai la conviction que les services financiers sont l'un de ces secteurs stratégiques. C'est pourquoi j'ai réalisé des investissements à long terme dans ce secteur, et cela a

réussi dans plus d'une douzaine de pays dans lesquels nous sommes implantés, dont le Cameroun.

Cela étant, il serait génial de savoir comment attirer des investissements pour le secteur privé au Cameroun et comment les retenir. Les capitaux privés internationaux sont à la recherche de destinations. Le Cameroun doit attirer ces capitaux par la promotion de l'entrepreneuriat local.

Le Cameroun dispose d'un capital humain de 22 millions de personnes qui peuvent être le moteur de sa croissance économique.

Il en est de même pour toute l'Afrique.

Alors que les autres régions du monde ont des populations vieillissantes, l'Afrique est majoritairement peuplée de jeunes. L'Afrique est donc elle-même en passe de devenir le moteur de la croissance économique mondiale, à condition d'outiller notre jeunesse et d'en tirer parti.

Les gouvernements et les entreprises seuls ne peuvent fournir suffisamment d'emplois pour les plus de 200 millions de jeunes Africains qui arriveront sur le marché du travail d'ici 2030.

Par conséquent, l'une des solutions pour exploiter ce dividende démographique est l'ENTREPRENARIAT.

Au niveau micro-économique, l'entrepreneuriat est une approche as-

pendante de la croissance économique et du développement qui permet à un individu de rechercher et saisir les meilleures opportunités dans son environnement du moment pour améliorer sa propre condition économique. L'entrepreneuriat offre également des solutions locales aux problèmes locaux dans des domaines fondamentaux tels que l'alimentation, l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, etc. Au niveau macro-économique, il est l'expression des solutions africaines aux problèmes économiques africains.

L'entrepreneuriat signifie que les Africains ont des possibilités de développement qui vont au-delà du simple fait de trouver un emploi : ils peuvent créer des emplois pour eux-mêmes, autant que pour les autres et transformer leurs communautés, voire le continent.

Je crois si fermement en la capacité intrinsèque des Africains à réussir en tant qu'entrepreneurs - pour peu qu'ils soient dotés des bons outils - qu'à travers le Programme d'entrepreneuriat Tony Elumelu (TEEP), j'ai investi 100 millions de dollars pour identifier, parrainer, former et créer 10.000 start-up africaines dans les dix prochaines années.

Au cours des deux premières années du programme, nous avons sélectionné 2000 personnes parmi les 65.000 candidatures issues de 53 des 54 pays africains, tous âges, sexes, nationalités, niveaux d'instruction ou secteurs d'activités

confondus. Tout ce dont les personnes sélectionnées avaient besoin était une idée porteuse de changement et la volonté de réussir, et nous leur avons donné une chance. La première vague a déjà achevé sa formation et reçu la première tranche du capital de départ.

Et je suis fier d'annoncer que 44 des jeunes Camerounais les plus compétents font partie du programme, que j'ai rencontrés hier soir à l'hôtel Hilton avec nos mentors Camerounais. 25% de ces jeunes ont le regard tourné vers le secteur agricole et ils vont jouer un rôle important dans la promotion de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans ce pays.

Ils sont tous brillants!

Parmi ces entrepreneurs camerounais et africains pourrait bien se trouver le prochain Tony Elumelu, Aliko Dangote ou même Steve Jobs.

Et il y a encore beaucoup, beaucoup plus de jeunes Africains qui aspirent à devenir des entrepreneurs et qui méritent également d'avoir une chance, si seulement les gouvernements pouvaient faire de la promotion de l'entrepreneuriat leur priorité.

Mon rêve pour le Cameroun est qu'au cours des prochaines années, pas moi, mais un Tony Elumelu Camerounais se présente sur cette estrade pour vous dire comment il investit au Cameroun, crée des milliers d'emplois et génère des revenus pour l'Etat tout en réalisant des

bénéfices et en satisfaisant la demande locale. C'est cela l'africapitalisme !

J'aimerais donc que ma fondation travaille en partenariat avec le Cameroun pour mettre en place des politiques et programmes concrets qui encouragent davantage de jeunes Camerounais à créer des entreprises et leur donnent les moyens de prospérer. Les importants obstacles à la constitution des entreprises, les nombreuses administrations fiscales, les obligations de déclaration onéreuses et le manque d'accès aux financements peuvent tuer dans l'œuf des millions d'entreprises. Mais il est possible d'y remédier pour accélérer la transformation économique du Cameroun.

Pour conclure mon propos, j'aimerais une fois de plus féliciter le Président Biya et le gouvernement camerounais d'avoir pensé à l'investissement au Cameroun au moment opportun, et de prévoir déjà la mise en place d'une économie stable et attractive qui stimule les investissements de l'intérieur et accueille les investisseurs de l'extérieur. Je suis honoré, en tant que voisin et frère, de participer aux débats et je vous donne les assurances que je suis un investisseur à long terme au Cameroun et que j'en suis heureux.

Merci beaucoup. Vive le Cameroun et vive l'Afrique.

## Déclaration de la Conférence « Investir au Cameroun, Terre d'Attractivités »

### Propositions d'actions

Réunies à Yaoundé du 17 au 18 Mai 2016 à l'invitation de S.E.M Paul BIYA Président de la République du Cameroun, dans le cadre de la Conférence Economique Internationale de Yaoundé intitulé « Investir au Cameroun, Terre d'attractivités »

I) Les hautes personnalités du monde des Affaires de l'Economie, de la Finance Internationale et du monde Politique saluent cette initiative dont le format inédit a permis d'allier réflexions en plénière aux rencontres en ateliers entre porteurs de projets tant publics que privés et investisseurs étrangers et nationaux. Cette conférence a ainsi créé un véritable marché des investissements.

II) Les hautes personnalités ont eu, dans une atmosphère franche et cordiale, des échanges approfondis sur la contribution du secteur privé à la croissance de l'Afrique en général et plus spécialement du Cameroun.

III) A l'issue des interventions en plénière et des échanges dans les tables rondes, les hautes personnalités ont adopté les recommandations ci-après pour un plan d'action en réponse à l'appel et aux attentes, du Président de la République, contenus dans son discours d'ouverture :

1) Prendre acte des recommandations formulées pendant ces deux jours pour favoriser l'investissement

privé qui est au cœur de toute croissance.

2) Renouveler l'engagement d'être davantage encore aux cotés des acteurs du secteur privé pour faciliter leurs démarches et les accompagner dans la réalisation effective de leurs projets au Cameroun.

3) Prendre les mesures prioritaires ci-après :

3.1- Mise en place à un niveau approprié, d'un conseil léger pour le suivi du financement et de la réalisation des projets identifiés et présentés au cours de la Conférence ;

3.2- Facilitation de l'obtention des visas pour les hommes d'affaires avec dématérialisation des démarches (mise en place d'une procédure de visa on line) et, en attendant, l'octroi généralisé des visas au débarquement ;

3.3- Création des zones économiques spéciales;

3.4- Encouragement des investissements privés par des facilités fiscales et administratives et une administration plus performante ;

3.5- Renforcement des liens avec les pays voisins de la CEMAC et du Nigeria, pour accroître la taille du marché régional.

4) Prendre des actions dans l'intérêt

des camerounais. C'est bien pour eux et avec eux que le décollage économique du Cameroun doit être accéléré. A cet égard, il importe de :

4.1 Mettre l'homme au cœur de toute initiative économique en veillant notamment à ce que chaque projet contribue réellement à l'emploi et à l'amélioration des conditions de vie des populations ;

4.2 Favoriser une croissance et un développement durables respectueux de la nature et des générations à venir ;

4.3 Accélérer la formation des jeunes générations aux nouvelles technologies qui sont créatrices d'emploi ;

4.4 Accélérer la formation professionnelle des techniciens et des ingénieurs, si indispensables à l'industrialisation du pays, notamment pour les projets structurants et notre économie agricole.

IV) Les hautes personnalités du monde des Affaires de l'Economie, de la Finance Internationale et du monde Politique réunies à Yaoundé se feront les porte-parole de ce qu'ils ont entendu, vu et vécu au cours de ces deux jours d'intenses et fructueux échanges. Elles remercient les autorités camerounaises et les populations de Yaoundé pour leur accueil.

Fait à Yaoundé le 18 Mai 2016

# Declaration of the Conference « Investing in Cameroon, Land of Attractiveness »

## Proposed actions

Gathered in Yaounde on the 17th and 18th of May 2016, following the invitation of H.E. Paul BIYA, President of the Republic of Cameroon, in the frame of the International Economic Conference intitled « Investing in Cameroon, Land of Attractiveness » :

I) The prominent international leaders from the economic and finance sphere, along with the political sphere welcome this initiative whose unprecedented format allowed to combine discussions in plenary sessions and meetings between project initiators - both public and private - and national and international investors during dedicated workshops. This conference generated a genuine market for investments.

II) The gathered leading figures, in a cordial and frank atmosphere, had in-depth discussions on the contribution of private sector to growth in Africa in general and more specifically to Cameroon's.

III) At the end of the plenary sessions and following the round-tables, the leading figures have adopted the recommendations below in order to elaborate an action plan, directly responding to the President of the Republic's call and expectations, expressed during his opening speech :

1) Taking note of the recommenda-

tions given during these two days in order to foster private investment which is at the heart of growth.

2) Renewing the commitment to stand even more by the actors of the private sector in order to ease formalities and accompany them in the effective realisation of their projects in Cameroon.

3) Taking the priority actions as follows:

3.1- Implementing at an appropriate level a light structure to follow on the financing and realization of the identified projects, presented during the Conference;

3.2- Facilitating the obtention of visas for businessmen through formalities digitalization (implementing an online visa process) and, in the meantime, the generalised attribution of visa upon arrival;

3.3- Creating special economic zones;

3.4- Encouraging private investments with administrative and tax facilitations and a more efficient administration;

3.5- Reinforcement of relations with neighbouring countries, the CEMAC and Nigeria, to increase the regional market size.

4) Taking actions in the interest of the

Cameroonian people. It is indeed for them and with them that Cameroon's economic takeoff should be accelerated. In this respect, it matters that:

4.1 We put the human being at the heart of any economic initiative by making sure that every project will benefit employment and contribute to improve populations' living conditions;

4.2 We foster a sustainable growth and development, respectful of nature and of the generations to come;

4.3 We accelerate the youth training to new technologies which are job-creating;

4.4 We accelerate the vocational training of ingeneers and technicians, so much necessary to the country industrialisation, notably for the projects strcuturing for our agricultural economy.

IV) The proeminent international leaders from the economic and finance sphere, along with the political sphere, gathered in Yaoundé, will be the ambassadors of what they've heard, seen and lived during these two days of intense and fruitful discussions. They thank the Cameroonian authorities and the populations of Yaoundé for their warm welcome.

Concluded in Yaoundé on 18th May 2016

## Communiqué de Presse

Yaoundé, le 18 mai 2016

**S**uccès de la conférence économique internationale qui se termine aujourd'hui au Cameroun : intérêt accru des investisseurs pour le pays La Conférence économique internationale sur les opportunités d'investissement au Cameroun a permis de dresser un état des lieux de la situation économique et des prévisions de croissance et surtout de valoriser l'important potentiel économique à travers divers projets structurants dans le cadre de la stratégie à long-terme du Cameroun, appelée Vision 2035.

Cet événement inédit de deux jours a eu lieu dans la capitale camerounaise les 17 et 18 mai 2016, à l'initiative et sous le Haut patronage de S.E.M. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun. Dans son discours d'ouverture, il a souligné sa vision « Notre objectif est d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035. Le Cameroun est, par-dessus tout, déterminé à favoriser l'investissement privé en vue d'accélérer la croissance économique et la prospérité pour ses populations. Votre présence ici exprime votre détermination de contribuer à la réalisation de ces aspirations légitimes de notre pays. »

La Conférence a été une occasion unique de recueillir auprès de nombreux acteurs économiques et financiers des propositions concrètes visant à améliorer les conditions d'investissements au Cameroun pour renforcer l'attractivité financière du pays et nourrir la croissance.

Plus de 800 participants, ministres, représentants des institutions de développement africaines et internationales, ainsi que chefs d'entreprises, industriels, entrepreneurs, décideurs et financiers venus du monde entier ont participé à la Conférence « Investir au Cameroun ». M. Tony Elumelu, président du groupe UBA, a insisté sur l'attractivité du pays : « En tant

que banquier et entrepreneur de longue date, j'ai appris comment repérer un bon investissement et je peux affirmer aujourd'hui à tous les financiers et entrepreneurs que le Cameroun est un pays propice à l'investissement. Je souhaite également féliciter le Président Paul Biya et le gouvernement du Cameroun pour leur vision à long terme visant à établir une économie stable et attractive qui stimulera les investissements d'acteurs locaux et étrangers. »

La Conférence s'est articulée autour de trois temps forts :

La cérémonie d'ouverture du 17 mai, sous le haut patronage du chef de l'Etat Paul Biya et avec les discours d'honneurs de M. Barroso, Président de la Commission européenne entre 2004 et 2014, du Dr Un-Chan Chung, premier ministre de la Corée

Sud en 2009-2010 et de M. Tony Elumelu, a permis de partager leur vision de leaders sur développement des économies européenne, sud-coréenne et panafricaine.

Une série de table-rondes autour de thématiques économiques et financières majeures a ponctué la journée du 17 mai grâce à des échanges pragmatiques et utiles.

Pierre Damnon, le Directeur général de Cimencam confirme : " Cimencam vient d'annoncer un projet de construction d'une nouvelle cimenterie à Yaoundé pour un investissement estimé à 23 milliards de FCFA. Cette conférence renforce notre confiance dans la prospérité et le développement du Cameroun. Nous voulons y participer."

La situation macroéconomique et attractivité du Cameroun, le rôle du secteur privé, les perspectives de croissance ainsi que le potentiel de l'économie numérique ont été discutés.

La journée du 18 mai a été un moment clé de la Conférence. Elle a permis les rencontres constructives, entre une centaine d'investisseurs et développeurs de projets, en présence de plusieurs ministres camerounais. Vingt-quatre projets structurants sollicitant plus de 2,5 milliards d'euros d'investissement ont été présentés aujourd'hui dans les secteurs variés que sont l'agro-industrie, les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, l'énergie, l'aménagement urbain et les nouvelles technologies. Plusieurs projets ont rencontré un écho très favorable de nombreux investisseurs. Cette conférence a ainsi permis à plusieurs acteurs d'établir ou de renforcer des engagements financiers pour continuer à développer ces nombreux projets, indispensables à la croissance du Cameroun et de la sous-région et pour certains exemplaires et répliquables.

Retrouver les dernières informations sur la Conférence sur les sites Internet :

- <http://www.conferenceinvestiraucameroun.com/>
- <http://www.prc.cm/>
- <http://www.minepat.gov.cm/>

### Contacts :

- Organisation: Cabinet Civil/Présidence de la République du Cameroun  
Tél. (+237) 222 20 49 09/ 222 21 33 93/ 222 21 09 17 -cabcivil@prc.cm
- Coordination générale : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire – Tél. (+ 237) 222 2236 37/ 222 23 28 41/ 222 23 44 83/ 222 23 65 07
- Secrétariat Technique : Agence de Promotion des Investissements  
-Tél. : (+237) 222 21 87 12/ 699 99 45 85/ 673 78 42 78 -ebevina@yahoo.fr / nathiebeyala@gmail.com

## Projets prioritaires présentés en ateliers

	Nom du projet	Secteur	Type	Présentation des projets
1	SOPROICAM, transformation de grains de soja et raffinage huiles végétales	Agriculture	Société de droit privé (SARL)	API /Promoteur
2	DOMAYO FARMING – projet d'investissement dans la production d'huile de palme et de cacao	Agriculture	Société de droit privé (SA)	API /Promoteur
3	RossoBlu Cameroun - Création d'un complexe de mariculture à Kribi (production et commercialisation de poissons et crevettes)	Agriculture	Société de droit privé (SARL)	API /Promoteur
4	AGRO RESSOURCES CAMEROUN – Projet d'implantation trois unités industrielles de culture production, transformation de manioc, du maïs et de la graine de courge	Agriculture	Société de droit privé	API /Promoteur
5	Projet de construction de centrales à granules de bois dans un but de production énergétique	Energie	Société de droit privé	FEVA-API
6	Aménagement électrique de Njock	Energie	Potentiel PPP	MINEE
7	Complément financement Power Plant à Limbé	Energie	Société de droit privé	API /Promoteur
8	Biocam	Energie	Société de droit privé	API /Promoteur
9	Projet WAKATV	TIC	Société de droit privé	API /Promoteur
10	Présentation CAMTEL (Data center et MCN)	TIC	Public et privé	API /Promoteur
11	Projet 2ème phase de l'autoroute Yaoundé-Douala et Kribi-Bafoussam	Transport-BTP-AU	PPP	MINTP
12	Construction de 14 postes de péages dans les principaux axes routiers du Cameroun	Transport-BTP-AU	PPP	MINTP
13	Construction d'une gare routière moderne à Bamenda	Transport-BTP-AU	PPP	Communauté Urbaine de Bamenda
14	Plan d'entreprise de restructuration TIC Le Bus en Le Bus-Co	Transport-BTP-AU	Société d'économie mixte avec commune de Yaoundé	Communauté Urbaine de Yaoundé

- API : Agence de Promotion des Investissements
- MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Energie
- MINTP : Ministère des Travaux Publics

